

# AUTONOMIE PROLÉTAIRE

« Accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. »

(Karl Marx)

numéro 1 – novembre 2017

Sept questions au PCF(MLM)

– p.1

La paupérisation selon Karl Marx

– p.4

CPM : lutte sociale et organisation  
dans la métropole (1970)

– p.21

Emmanuel Macron sur le décès de  
Jack Ralite

- p.48



## Sept questions au PCF(MLM)

**1. Pourquoi un bulletin « Autonomie Prolétaire » ?**

Parce que l'autonomie face aux institutions, tant sur le plan des idées que de la démarche concrète, forme un espace qui façonne l'identité des révolutionnaires et consiste en leur lieu de regroupement possible et nécessaire.

C'est d'ailleurs leur unique lieu de regroupement. Le capitalisme façonne une grande partie des mentalités, des comportements, des attitudes ; il n'y a pas de formation spontanée d'une démarche révolutionnaire. Être en opposition avec le système capitaliste relève d'un choix subjectif : celui de rompre avec les valeurs dominantes et la vie quotidienne qui va avec.

Il existe un consensus disant que le capitalisme est stable et, au-delà de ses défauts, systématiquement améliorable. L'autonomie prolétaire est la rupture avec ce consensus.

**2. Pourtant, vous admettez vous-même que le capitalisme est en progression. Comment cela se conjugue-t-il avec la possibilité de l'autonomie prolétaire ?**

La grande thèse de la tradition politique dont nous venons, qui apparaît dans les années 1960 et 1970 comme critique du capitalisme désormais développé et « installé » en profondeur, est effectivement que désormais le capitalisme s'ancre toujours davantage dans la vie quotidienne.

Les comportements en-dehors de l'entreprise sont intégrés à un vaste dispositif de consommation, qui renforce la production. Si dans le passé, à ses

débuts, le capitalisme ne fonctionnait en quelque sorte qu'avec une minorité de consommateurs, cela n'est désormais plus le cas.

En fait, la première étape, celle de l'émergence du capitalisme, est terminée. Désormais, le capitalisme est installé et est capable d'orienter en profondeur les valeurs de la société, dans le sens de son renforcement.

S'il peut le faire, c'est qu'il trouve le moyen de renforcer les forces productives. Même si les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres en comparaison, le niveau de vie des pauvres s'élève tout de même, en raison de l'incroyable développement des forces productives.

### **3. C'est le sens de la publication du dossier sur la paupérisation chez Karl Marx publié sur le site [lesmaterialistes.com](http://lesmaterialistes.com) ?**

C'est en effet un juste rappel qui va à contre-courant du misérabilisme général qui caractérise la gauche et qui masque sa défense des intérêts petits-bourgeois. Il existe un discours incessant, largement porté aussi par l'Église catholique, sur la misère, l'effondrement du niveau de vie, l'affaissement des conditions de travail, l'anéantissement des droits, etc.

Cela est vrai en partie, dans la mesure où le capitalisme cherche par définition à restreindre ses dépenses, pour maintenir ses profits. Mais affirmer que cela serait systématique est faux, car il y a une intégration des masses dans le cycle d'accumulation capitaliste, au moyen des syndicats principalement, car il y a un développement toujours plus grand des forces productives.

En ce sens, un certain partage est tout à fait acceptable pour le capitalisme développé, dans la mesure où celui-ci lui permet de se renforcer encore plus. Le capitalisme est tout à fait satisfait qu'existent des syndicats, la sécurité sociale, des droits pour les chômeurs, des études gratuites, etc.

Cela est vrai même dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, que l'on pense par exemple à la Corée du Sud. Et même un pays semi-féodal comme l'Inde parvient à maintenir son système de castes dans des villes où le capitalisme bureaucratique est largement modernisé.

### **4. Est-ce cela qui explique la disparition de la proposition stratégique révolutionnaire s'étant développé dans le passé ?**

C'est un simple constat. La question de la paupérisation a été insuffisamment comprise et cela a permis aux forces de la collusion avec la bourgeoisie de transformer la gauche en vecteur de la modernisation capitaliste. Les énergies du prolétariat ont été déployées – dans la mesure où elles le peuvent de manière bureaucratique – au service d'un capitalisme plus avancé.

Le Parti Communiste français et la CGT sont devenus une partie prenante du régime à partir des années 1950 et leur rôle a été décisif pour briser le mouvement de mai et juin 1968. Il y a ici tout un processus objectif d'intégration. Pour preuve, Henri Krasucki a été un résistant héroïque, mais en tant que dirigeant de la CGT, il a été le vecteur du capitalisme modernisé et modernisateur dans la classe ouvrière.

A la mi-novembre de cette année, Emmanuel Macron saluait Jack Ralite venant de décéder, et le communiqué était classé dans « réforme de l'État ». C'est significatif.

### **5. En quoi le document du CPM italien de 1970 apporte-t-il une solution ?**

Il n'existe pas de solution unilatérale, au sens où il y aurait une méthode particulière qu'il suffirait d'appliquer pour résoudre les problèmes et faire la révolution. C'est ici un aspect sur lequel il faut insister et dont la nature politique a déjà été tranchée par le passé.

Dans les années 1960, il y a eu ceux proposant de recréer le modèle des années 1930 ou des années 1920, pensant qu'il suffirait de retrouver les méthodes du passé, de les appliquer pour avancer, et ceux qui ont considéré qu'il fallait saisir la portée de l'évolution du capitalisme, qui n'a pas changé de substance, mais qui s'est bien plus développé.

Il s'agit ici de deux lignes : la ligne noire, « marxiste-léniniste » ou même trotskyste, qui veut « refaire » le Parti, « reconquérir » les syndicats, retrouver les « méthodes » (l'organisation en parti, l'autocritique, le travail en fraction, la ligne de masses, etc.). qui se suffiraient à

elles-mêmes.

Et la ligne rouge, qui a donné naissance au maoïsme, qui pose le problème en termes de contenus : contenu idéologique, contenu théorique, contenu culturel, chaque aspect étant fondamentalement relié et incontournable pour ne pas perdre sa capacité à assumer la révolution.

L'intérêt du CPM, c'est de constater l'ancrage du capitalisme et d'en déduire que le terrain véritablement révolutionnaire est celui de l'autonomie prolétaire, car sortant de l'encadrement institutionnel d'un côté, du consensus idéologique pro-capitaliste de l'autre. L'autonomie prolétaire était pour le CPM ce qui permettait de faire sauter le verrou d'une société de consommation où les masses sont impliquées dans le régime à travers les syndicats.

## **6. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?**

Cela veut dire que l'activisme révolutionnaire ne peut pas être para-syndical, pour l'aspect négatif, et qu'il doit assumer un contenu idéologique et culturel, pour l'aspect positif. Être un militant révolutionnaire, c'est soit impulser une démarche autonome, soit renforcer le dispositif révolutionnaire visant à faire émerger de telles démarches.

Toute autre démarche est vaine, récupérée, humainement aliénante, finalement improductive et conduisant à l'intégration dans les institutions ou la capitulation.

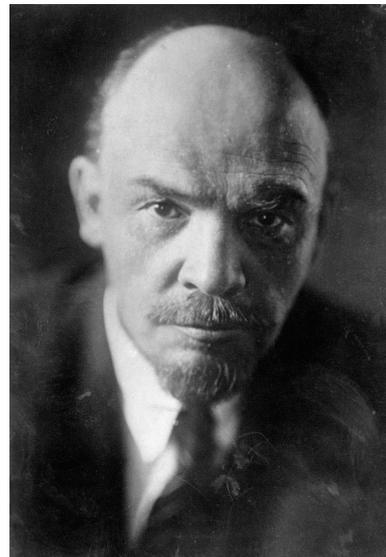
## **7. Cette démarche est-elle spécifique au maoïsme ?**

Nous pensons qu'elle l'est, mais sur le plan de la sensibilité, cette démarche a été l'objectif, voire le point de départ, de toute une série de gens se considérant comme communistes libertaires ou bien à différents courants d'ultra-gauche. Les projets initiaux de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou de Julien Coupat n'étaient pas différents, avant de sombrer en raison d'un esprit de contournement permanent des problèmes politiques, idéologiques et culturels.

En ce sens, Autonomie Prolétaire n'est pas un organe partidulaire ; c'est à comprendre comme une

contribution, un outil théorique permettant le débat entre personnes cherchant à déclencher des processus autonomes, ou les ayant déclenchés, même si nous préférons ne pas nous attarder sur ce point. Il s'agit toujours d'avoir à l'esprit que les institutions ou les opportunistes tendent toujours à agresser, harceler, phagocyter, neutraliser toute initiative autonome.

Néanmoins, il est évident qu'Autonomie Prolétaire ne pourrait pas être un outil si nous n'avions pas déjà une relative expérience de la question. Ce que nous espérons, c'est que des réflexions quant à la question de l'émergence d'initiatives autonomes apparaissent, que des débats quant au contenu de celles-ci naissent. C'est un outil qui apparaît nécessaire pour nous sur le plan pratique et nous pensons qu'il est utile de faire partager celui-ci.



# LA PAUPÉRISATION SELON KARL MARX

## Paupérisation absolue et relative

La question de la paupérisation est l'une des clefs essentiels du Capital de Karl Marx. Pour des raisons historiques cependant, cette question a été enveloppée d'une brume très importante, amenant à un rapport incohérent, faux, au marxisme.

Une erreur très importante, du type misérabiliste, consiste à affirmer que le marxisme expliquerait que le prolétariat deviendrait unilatéralement de plus en plus pauvre, au sens d'un effondrement de son niveau de vie.

Cette erreur d'interprétation est, historiquement diffusée par les dénonciateurs du marxisme, qui prétendent avoir prouvé son erreur fondamentale, en opposant les faits à la lecture misérabiliste de la paupérisation.

Voici ce qu'il en est réellement. Karl Marx, dans le Capital rappelle le principe de base concernant le salaire : ce dernier ne peut exister que dans la mesure où il satisfait les intérêts des capitalistes.

Il ne peut pas être trop haut, car sinon le capitaliste n'y voit pas d'intérêt. Il ne peut pas être trop bas, sinon les travailleurs ne peuvent survivre et se reproduire. Karl Marx explique donc :

« Le prix du travail ne peut donc jamais s'élever qu'entre des limites qui laissent intactes les bases du système capitaliste et en assurent la reproduction sur une échelle progressive. »

Or, le salaire n'existe que dans le cadre de la production. Celle-ci s'améliore toujours davantage :

c'est là tout l'intérêt historique du mode de production capitaliste ; il agrandit les forces productives.

Par conséquent, on lit dans Le Capital :

« Mais par quelle voie s'obtient ce résultat ? Par une série de changements dans le mode de produire qui mettent une somme donnée de force ouvrière à même de mouvoir une masse toujours croissante de moyens de production.

Dans cet accroissement, par rapport à la force ouvrière employée, les moyens de production jouent un double rôle.

Les uns, tels que machines, édifices, fourneaux, appareils de drainage, engrais minéraux, etc., sont augmentés en nombre, étendue, masse et efficacité, pour rendre le travail plus productif, tandis que les autres matières premières et auxiliaires s'augmentent parce que le travail devenu plus productif en consomme davantage dans un temps donné. »

En clair, la production connaît des sauts qualitatifs, par les découvertes et les inventions, permettant une amélioration générale des capacités productives. Le développement technologique permet une production meilleure et plus importante, nécessitant par ailleurs moins de travailleurs.

Cette mise de côté des travailleurs est, comme on le sait, à la base du principe de la baisse tendancielle du taux de profit.

Cependant, l'autre aspect est donc une amélioration générale des capacités productives, et cela est d'autant plus vrai que le marché est mondialisé, avec une concurrence accrue, une consommation plus grande, impliquant des capitaux plus vastes.

C'est à partir de là qu'il faut voir ce qu'est la paupérisation. Il faut pour cela bien distinguer deux formes propres à la paupérisation :

- la paupérisation relative : en proportion, le prolétariat a « une part du gâteau » toujours plus

petite, mais le gâteau continue de grandir ;

- la paupérisation absolue : en proportion, le prolétariat a « une part du gâteau » toujours plus petite, mais le gâteau a cessé de grandir.

Ce que dit Karl Marx, c'est que :

- l'armée industrielle de réserve, existant obligatoirement dans un mode de production capitaliste qui utilise cette armée de chômeurs comme outil pour comprimer les salaires et se renforçant des travailleurs mis de côté par les machines, connaît un phénomène de paupérisation absolue.

- les travailleurs, eux, connaissent une paupérisation relative : leur niveau de vie s'élève, mais leur part de richesse dans la richesse générale, est toujours plus réduite. À cela s'ajoute une paupérisation sociale absolue, c'est-à-dire l'enfermement dans le travail soumis au capitaliste.

### « Honteusement inférieures au niveau normal »

Karl Marx aborde la question de la paupérisation lorsqu'il étudie les formes d'existence de la surpopulation relative.

Cela signifie que, dans *Le Capital*, la misère concerne des bien particuliers ; cela est très clair lorsque Karl Marx parle :

« des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière »

La thèse marxiste de la paupérisation n'est donc pas, de manière unilatérale, une affirmation de la paupérisation absolue. En effet, la paupérisation absolue affirmée de manière unilatérale signifierait l'effacement du prolétariat, donc du capital, donc du mode de production capitaliste lui-même.

La paupérisation absolue est une tendance qui se renforce dans la mesure, et dans la mesure seulement, où l'armée de réserve industrielle grandit.

Par contre, la paupérisation relative – la « part de gâteau » toujours plus petite – est toujours plus

grande ou, si l'on veut, l'écart de richesses entre le prolétariat et la bourgeoisie est toujours plus grand.

Comment Karl Marx, dans *Le Capital*, parle-t-il de la paupérisation absolue ? Voici ce qu'il en dit, définissant bien les secteurs concernés :

« En dehors des grands changements périodiques qui, dès que le cycle industriel passe d'une de ses phases à l'autre, surviennent dans l'aspect général de la surpopulation relative, celle-ci présente toujours des nuances variées à l'infini.

Pourtant on y distingue bientôt quelques grandes catégories, quelques différences de forme fortement prononcées - la forme flottante, latente et stagnante.

[1] Les centres de l'industrie moderne, - ateliers automatiques, manufactures, usines, mines, etc., - ne cessent d'attirer et de repousser alternativement des travailleurs, mais en général l'attraction l'emporte à la longue sur la répulsion, de sorte que le nombre des ouvriers exploités y va en augmentant, bien qu'il y diminue proportionnellement à l'échelle de la production.

Là la surpopulation existe à l'état flottant.

Dans les fabriques automatiques, de même que dans la plupart des grandes manufactures où les machines ne jouent qu'un rôle auxiliaire à côté de la division moderne du travail, on n'emploie par masse les ouvriers mâles que jusqu'à l'âge de leur maturité.

Ce terme passé, on en retient un faible contingent et l'on renvoie régulièrement la majorité. Cet élément de la surpopulation s'accroît à mesure que la grande industrie s'étend. Une partie émigre et ne fait en réalité que suivre l'émigration du capital (...).

L'exploitation de la force ouvrière par le capital est d'ailleurs si intense que le

travailleur est déjà usé à la moitié de sa carrière.

Quand il atteint l'âge mûr, il doit faire place à une force plus jeune et descendre un échelon de l'échelle sociale, heureux s'il ne se trouve pas définitivement relégué parmi les surnuméraires. En outre, c'est chez les ouvriers de la grande industrie que l'on rencontre la moyenne de vie la plus courte (...).

[2] Dès que le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument à mesure que le capital s'y accumule.

La répulsion de la force ouvrière n'est pas dans l'agriculture, comme en d'autres industries, compensée par une attraction supérieure. Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière, et dans l'attente de circonstances favorables à cette conversion (...).

L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum du salaire et a un pied déjà dans la fange du paupérisme.

[3] La troisième catégorie de la surpopulation relative, la stagnante, appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles.

Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux de salaire son minimum. Le soi-disant travail à domicile nous en fournit un exemple affreux.

Cette couche de la classe ouvrière se recrute

sans cesse parmi les « surnuméraires » de la grande industrie et de l'agriculture, et surtout dans les sphères de production où le métier succombe devant la manufacture, celle-ci devant l'industrie mécanique.

A part les contingents auxiliaires qui vont ainsi grossir ses rangs, elle se reproduit elle-même sur une échelle progressive (...).

[4] Enfin, le dernier résidu de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme.

Abstraction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, et de tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses, cette couche sociale se compose de trois catégories.

[A] La première comprend des ouvriers capables de travailler. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les listes statistiques du paupérisme anglais pour s'apercevoir que sa masse, grossissant à chaque crise et dans la phase de stagnation, diminue à chaque reprise des affaires.

[B] La seconde catégorie comprend les enfants des pauvres assistés et des orphelins. Ce sont autant de candidats de la réserve industrielle qui, aux époques de haute prospérité, entrent en masse dans le service actif, comme, par exemple, en 1860.

[C] La troisième catégorie embrasse les misérables, d'abord les ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource puis ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié; enfin les victimes directes de l'industrie - malades, estropiés, veuves, etc., dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc.

Le paupérisme est l'hôtel des Invalides de

l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci, il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste.

Il entre dans les faux frais de la production capitaliste, frais dont le capital sait fort bien, d'ailleurs, rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite classe moyenne.

La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables.

Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse.

Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé.

Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel.

Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. »

La chose est donc très claire : la paupérisation absolue concerne l'armée industrielle de réserve, la partie au chômage, rendue toujours plus grande parce que les travailleurs sont chassés de la production par la tentative d'utiliser toujours plus de machines dans la concurrence.

Le capital, alors, scie la branche sur laquelle il est assis, puisque la réelle richesse provient de l'exploitation des travailleurs.

**Souffrance, ignorance, abrutissement, dégradation morale**

Quel est le rapport entre la paupérisation absolue de l'armée industrielle de réserve et la paupérisation relative du prolétariat ? On se doute bien qu'il y en a, rien que parce que l'armée industrielle de réserve permet l'exercice d'un chantage au travail.

Karl Marx explique justement que c'est un tel chantage, mais généralisé. Karl Marx le dit bien : il ne s'agit pas que de pauvreté, il s'agit de la réalité quotidienne du travailleur en général.

Le capital devient un despote pour lui, l'abrutissant, l'enchaînant toujours davantage à son emploi, au prix d'une aliénation complète.

Cela est vrai, précise bien Karl Marx, même si le taux de salaire est haut. On a donc nullement affaire à un misérabilisme, s'imaginant que le niveau s'effondrerait de manière unilatérale.

Voici ce qu'enseigne Karl Marx :

« L'action de cette loi [d'une surpopulation miséreuse croissante], comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières.

On comprend donc toute la sottise de la sagesse économique qui ne cesse de prêcher aux travailleurs d'accommoder leur nombre aux besoins du capital.

Comme si le mécanisme du capital ne le réalisait pas continuellement, cet accord désiré, dont le premier mot est : création d'une réserve industrielle, et le dernier : invasion croissante de la misère jusque dans les profondeurs de l'armée active du travail, poids mort du paupérisme.

La loi selon laquelle une masse toujours plus grande des éléments constitutifs de la richesse peut, grâce au développement continu des pouvoirs collectifs du travail, être mise en œuvre avec une dépense de force humaine toujours moindre, cette loi qui met l'homme social à même de produire

d'avantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste - où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais le travailleur qui est au service des moyens de production - en loi contraire, c'est-à-dire que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus il y a pression des travailleurs sur leurs moyens d'emploi, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire.

L'accroissement des ressorts matériels et des forces collectives du travail, plus rapide que celui de la population, s'exprime donc en la formule contraire, savoir : la population productive croit toujours en raison plus rapide que le besoin que le capital peut en avoir.

L'analyse de la plus-value relative nous a conduit à ce résultat : dans le système capitaliste toutes les méthodes pour multiplier les puissances du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel; tous les moyens pour développer la production se transforment en moyens de dominer et d'exploiter le producteur : ils font de lui un homme tronqué, fragmentaire, ou l'appendice d'une machine; ils lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles les puissances scientifiques de la production-, ils substituent au travail attrayant le travail forcé; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier durant son service à un despotisme aussi illimité que mesquin; ils transforment sa vie entière en temps de travail et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Jagernaut [sorte de chariot géant, utilisé pour les processions hindouistes] capitaliste.

Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là.

Il en résulte que, quel que soit le taux des

salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher.

C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. »

Ce dernier paragraphe est une description adéquate de la condition du prolétariat, sous tous ses aspects.

### Une misère sociale

Voici un extrait de *Travail salarié et Capital*, où Karl Marx formule dans un sens similaire la question de la paupérisation malgré l'amélioration matérielle :

« Même la situation la plus favorable pour la classe ouvrière, l'accroissement le plus rapide possible du capital, quelque amélioration qu'il apporte à la vie matérielle de l'ouvrier, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts du bourgeois, les intérêts du capitaliste.

Profit et salaire sont, après comme avant, en raison inverse l'un de l'autre.

Lorsque le capital s'accroît rapidement, le salaire peut augmenter, mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite.

La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale.

L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est élargi.

Enfin:

Dire que la condition la plus favorable pour le travail salarié est un accroissement aussi rapide que possible du capital productif signifie seulement ceci: plus la classe ouvrière augmente et accroît la puissance qui lui est hostile, la richesse étrangère qui la commande, plus seront favorables les circonstances dans lesquelles il lui sera permis de travailler à nouveau à l'augmentation de la richesse bourgeoise, au renforcement de la puissance du capital, contente qu'elle est de forger elle-même les chaînes dorées avec lesquelles la bourgeoisie la traîne à sa remorque. »

C'est là la clef du concept marxiste de paupérisation. Il ne s'agit nullement de misérabilisme économique ; il est parlé d'une misère sociale.

Toute élévation matérielle du niveau de vie signifie, par là même, le renforcement du capitalisme comme mode de production et donc sa tyrannie sur la vie du prolétaire.

Cette misère sociale est ce que Karl Marx entend dans *Le Capital* par « accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage ».

Il s'agit d'une réalité sociale, pas simplement d'une logique comptable sur le plan des biens matériels.

Ceux-ci, inévitablement, deviennent plus nombreux, de par la réalité même de la production. Le paradoxe est justement que plus le prolétariat augmente le nombre de biens matériels, plus il se facilite la vie matériellement, mais en s'emprisonnant toujours davantage en même temps.

À cela s'ajoute que la part des richesses qu'il produit se voit toujours plus accaparé par la bourgeoisie.

Lors d'un grand élan capitaliste, il y a donc nécessairement à la fois un progrès matériel pour le prolétariat et un amoindrissement sur le rôle de l'importance sociale.

Le prolétaire vit mieux qu'auparavant sur le plan

économique, mais son aliénation est plus grande : il est plus abruti, plus ignorant, plus en souffrance ; sa dégradation morale est d'autant plus grande qu'il porte lui-même une production qui lui échappe.

Karl Marx ne dit ici pas autre chose que dans ses manuscrits de 1844 ; il n'y a pas de « jeune Marx » et de « Marx de la maturité ».

Karl Marx, dans ses manuscrits, souligne que l'être humain s'appauvrit parallèlement à la croissance matérielle :

« La production ne produit pas l'homme seulement en tant que marchandise, que marchandise humaine, l'homme défini comme marchandise, elle le produit, conformément à cette définition, comme un être déshumanisé aussi bien intellectuellement que physiquement - immoralité, dégénérescence, abrutissement des ouvriers et des capitalistes.

Son produit est la marchandise douée de conscience de soi et d'activité propre... la marchandise humaine... (...)

Nous avons vu quelle signification prend sous le socialisme la richesse des besoins humains et, par suite, quelle signification prennent un nouveau mode de production et un nouvel objet de la production : c'est une manifestation nouvelle de la force essentielle de l'homme et un enrichissement nouveau de l'essence humaine.

Dans le cadre de la propriété privée, les choses prennent une signification inverse.

Tout être humain s'applique à créer pour l'autre un besoin nouveau pour le contraindre à un nouveau sacrifice, le placer dans une nouvelle dépendance et le pousser à un nouveau mode de jouissance et, par suite, de ruine économique.

Chacun cherche à créer une force essentielle étrangère dominant les autres hommes pour y trouver la satisfaction de son propre besoin égoïste.

Avec la masse des objets augmente donc l'empire des êtres étrangers auquel l' être humain est soumis et tout produit nouveau renforce encore la tromperie réciproque et le pillage mutuel.

L'être humain devient d'autant plus pauvre en tant qu'être humain, il a d'autant plus besoin d'argent pour se rendre maître de l'être hostile, et la puissance de son argent tombe exactement en raison inverse du volume de la production, c'est-à-dire que son indigence augmente à mesure que croît la puissance de l'argent. »

### **Karl Kautsky contre Eduard Bernstein**

Au congrès de la social-démocratie allemande à Lübeck en septembre 1901, Karl Kautsky rappela la conception marxiste de la paupérisation. Il le fit à l'occasion d'un discours « contre les conceptions révisionnistes d'Eduard Bernstein », celui-ci caricaturant justement la question.

Le marxisme n'a jamais parlé d'une paupérisation générale de manière unilatérale, c'est Eduard Bernstein qui a accusé le marxisme de le faire.

Voici ce que dit Karl Kautsky à ce congrès, rappelant que le marxisme n'a donc jamais posé la question en ces termes :

« Qu'en est-il avec la théorie de la paupérisation ?

Elle dit que tout doit devenir plus difficile, avant que cela puisse aller mieux, que le prolétariat coule toujours davantage dans la misère, jusqu'à ce qu'il soit devenu toujours plus sans résistance, et qu'ensuite un grand jour de la libération fait irruption.

Camarades, cette théorie de la paupérisation a-t-elle déjà été partagée par qui que ce soit cherchant à attirer l'attention sur un aspect important ?

Certainement pas. Cette théorie de la paupérisation est réfutée depuis bien longtemps, et même par personne d'autre

que Karl Marx dans son Capital.

Cette formule n'est à comprendre que comme tendance, et pas comme une vérité obligatoire ; il n'est à comprendre qu'ainsi : le capital doit aller dans le sens de former une situation toujours plus misérable au prolétariat, afin d'augmenter sa plus-value.

Cela est connu ; mais Marx lui-même a défini l'effet contraire, lui-même a été un combattant précurseur de la protection des travailleurs, un des premiers qui a fait remarquer l'importance des syndicats, quand les autres socialistes n'en voulaient rien savoir, déjà en 1847.

Il a donc montré que cette tendance est absolument nécessaire, mais qu'elle ne conduit pas de manière absolument nécessaire à la pression vers le bas de l'ouvrier.

Mais nous nous distinguons en cela des réformistes bourgeois, qu'eux croient que cette tendance peut être dépassée en elle-même, qu'une paix sociale peut être instaurée, un état, où le capital n'aurait pas à aller dans le sens d'une pression vers le bas de l'ouvrier. »

Karl Kautsky parle d'une opposition à la misère par le prolétariat en lutte, mais l'enjeu est bien plus grand et il l'avait alors bien vu. Il s'agit d'une misère sociale, pas d'une misère dans un sens étroit.

Voici, de manière plus approfondie, ce que dit Karl Kautsky dans un ouvrage de 1899, intitulé Bernstein et le programme social-démocrate.

Après avoir cité Eduard Bernstein, qui considère qu'il faut lire la question de la paupérisation chez Karl Marx comme une affirmation du caractère absolu de celle-ci, et donc erronée, Karl Kautsky défend la profondeur du point de vue de Karl Marx.

« [Bernstein affirme:] Dans son article sur l'effondrement, H. Cunow fait une telle tentative d'interprétation dans l'objectif de s'extirper.

Quand Marx, à la fin du premier livre du Capital, parle de la « masse croissante de la misère », qui émerge avec la continuation de la production capitaliste, alors ce ne serait pas, explique-t-il, à comprendre comme un simple un recul absolu de la situation économique d'existence de l'ouvrier, mais comme un « recul de sa situation sociale générale par rapport au développement culturel continu, c'est-à-dire par rapport à la productivité et l'accroissement des besoins culturels généraux. »

Le concept de misère n'est ici pas ancré de manière fixe.

[Bernstein cite de nouveau Cunow:] « Ce qui sépare, dans sa formation éducative, un ouvrier d'une catégorie précise d'un « seigneur du travail », et apparaît comme une condition souhaitable, peut avec un ouvrier qualifié d'une autre catégorie, qui est peut-être supérieur dans l'esprit à son « seigneur du travail », être considéré comme une telle quantité de « misère et de pression », l'amenant à se révolter par indignation » (Neue Zeit).

Malheureusement, Marx parle dans les phrases concernées non pas simplement de la masse grandissante de la misère, mais également « d'esclavage, d'abrutissement, d'exploitation ».

Devions-nous comprendre tous mots également dans un sens étroit ? Par exemple dire de l'abrutissement de l'ouvrier, qu'il n'est que relatif en comparaison à l'augmentation de la civilisation en général ?

Je ne suis pas enclin à cela et Cunow également pas. Non, Marx parle dans le passage concerné de manière tout à fait positive : « un nombre toujours plus restreint de magnats du capital » qui « usurpent tous les avantages » du processus de transformation capitaliste, et de « croissance de la masse de la misère, de la pression »,

etc. etc. (Le capital).

On peut tirer de cette comparaison la théorie de l'effondrement, pas le principe d'une misère morale par rapport à des supérieurs à l'esprit inférieur, comme on peut en trouver dans n'importe quel bureau d'études, dans toutes les organisations hiérarchiques. »

C'est ce que j'appelle toucher le point central de la question.

Bernstein fait subitement de la misère sociale, de la contradiction croissante entre les manière de subvenir à leurs besoins du bourgeois et du prolétaire la misère morale par rapport à des supérieurs à l'esprit inférieur, comme on peut en trouver dans les bureaux d'études, la misère morale du génie inconnu.

Considérer la misère comme un phénomène social, et non pas physique, c'est chez Bernstein tirer les mots dans un sens étroit.

Je rappelle ici le passage connu dans la réponse de Lassalle :

« Toute souffrance et privation humaine dépend uniquement du rapport des moyens de satisfaction aux besoins et aux habitudes de vie existant à la même époque.

Toute souffrance et privation humaines, et toutes les satisfactions humaines, c'est-à-dire toute situation humaine, n'est mesurée que par la comparaison avec la situation dans laquelle d'autres personnes de la même époque sont en rapport avec les nécessités habituelles de la vie.

Chaque position d'une classe est donc toujours mesurée uniquement par sa relation avec la position des autres classes du même temps. »

Rodbertus s'exprimait de la même manière déjà en 1850, dans sa première lettre sociale à von Kirchmann :

« La pauvreté est un concept social, c'est-à-

dire relatif.

J'affirme en ce sens que les besoins légitimes des classes travailleuses, depuis qu'elles sont pris par ailleurs une position sociale plus élevée, ont considérablement augmenté et que ce ne serait pas juste, aujourd'hui, alors qu'elles ont pris position plus élevée, que de ne pas parler d'une aggravation de leur situation matérielle, même avec des salaires n'ayant pas changé...

Si on ajoute à cela, que l'augmentation de la richesse nationale est le moyen d'augmenter leur revenu, alors qu'elle n'est profitable qu'aux autres classes, alors il est clair que dans cette dichotomie entre réclamation et satisfaction, entre stimulus et renoncement forcé, la situation économique des classes travailleuses doit être rompue. »

Que Marx pensait pareillement, cela est clair lorsqu'on voit qu'il parle de l'augmentation de la misère dans *Le capital*, l'œuvre où il souligne tellement la renaissance physique de la classe ouvrière anglaise par les lois sur les usines.

Et Engels remarquait en 1891, l'année de la rédaction du programme d'Erfurt, que la contradiction entre capital et travail reposait sur le fait que la classe des capitalistes gardait pour elle la plus grande part de la masse croissante de produits, « alors que la partie revenant à la classe ouvrière (calculée par tête) ou bien ne s'accroît que très lentement et de façon insignifiante, ou bien reste stationnaire, ou bien encore, dans certaines circonstances, peut diminuer, non pas doit diminuer. » (*Travail salarié et Capital* [la traduction française est fautive, oubliant les derniers mots]) »

La chose est absolument claire : il n'y a pas de misérabilisme dans le marxisme.

### « Mais aussi dans un sens social »

Lénine avait tout à fait compris la question, bien

entendu. Voici ce qu'il dit, dans un article de 1899 intitulé Karl Kautsky, Bernstein et le programme social-démocrate :

« Bernstein dit de la « théorie de la misère » de Marx ou « théorie de la paupérisation » qu'elle est abandonnée en général.

Kautsky montre qu'il s'agit ici de nouveau d'une exagération trompeuse de l'ennemi et que Marx n'a jamais affirmé une théorie de ce type.

Marx parlait de l'augmentation de la misère, de l'humiliation, etc., faisant remarquer en même temps quant à la tendance faisant opposition et aux forces sociales réelles, qui seules sont en situation d'en appeler à cette tendance.

Les mots de Marx quant à augmentation de la misère sont totalement confirmés par les faits : premièrement, nous voyons vraiment que le capitalisme a la tendance de produire la misère et de la renforcer, une misère qui prend une proportion violente, quand manque la tendance faisant opposition mentionnée plus haut.

Deuxièmement, la misère n'augmente pas au sens physique, mais au sens social, c'est dans le sens que le niveau grandissant des besoins de la bourgeoisie et les besoins de toute la société sont en rapport déséquilibré par rapport au niveau de vie des masses travailleuses.

Bernstein faisait de l'ironie au sujet d'une telle conception de la « misère », comme quoi il s'agissait d'une conception dans un sens borné.

Kautsky montre comme contre-attaque que les gens comme Lassalle, Rodbertus, Engels, ont remarqué avec une pleine décision qu'il ne fallait pas saisir la misère simplement dans un sens physique, mais aussi dans un sens social. »

La chose était tout à fait entendue dans la social-

démocratie : il n'y a aucun misérabilisme et pas de conception d'une paupérisation absolue comme loi du mode de production capitaliste.

Ce serait même en contradiction fondamentale avec les lois essentielles du développement capitaliste. Citons ici une autre importante figure social-démocrate, Rosa Luxembourgeois.

Dans *L'accumulation du capital*, elle aborde très brièvement la question, pour dénoncer bien sûr la position d'Eduard Bernstein :

« De la détermination des salaires par les lois de la valeur d'échange, il s'avère de fait qu'avec le progrès de la productivité du travail, la part des ouvriers dans le produit devient de plus en plus petite.

Nous sommes ici au point Archimède du « système » de Rodbertus. La « baisse de la part du salaire » est la plus importante idée « à lui », qu'il a répété depuis son premier écrit social (probablement 1839) jusqu'à sa mort et qu'il considère comme « son bien propre ».

Bien que cette « idée » soit une simple conclusion de la théorie de la valeur de Ricardo, elle est implicitement contenue dans la théorie de la théorie des fonds de salaire, qui a dominé l'économie nationale bourgeoise des classiques jusqu'à l'apparition du Capital de Marx.

Néanmoins, avec cette « découverte », Rodbertus croit qu'il est devenu une sorte de Galilée dans l'économie nationale, et il fait de sa « baisse de la part du salaire » l'explication de tous les maux et les contradictions de l'économie capitaliste.

De la chute de la part du salaire, il déduit ainsi avant tout le paupérisme qui, aux côtés des crises, consiste en la « question sociale » par excellence..

Et il serait conseillé de recommander aux assassins de Marx de porter leur attention sur le fait que ce ne soit pas Marx, mais bien

Rodbertus qui a été beaucoup plus proche d'eux, qui a mis en place une théorie de l'appauvrissement en tant que tel, et dans la forme la plus grossière, et à la différence de Marx, non pas comme phénomène d'accompagnement, mais comme point central de la « question sociale ».

Voyez par exemple sa preuve de la paupérisation absolue de la classe ouvrière dans sa première lettre sociale à von Kirchmann. »

Rosa Luxembourgeois est ici davantage critique avec Karl Rodbertus ; cela tient à sa version particulière de la compréhension du mode de production capitaliste, justement expliquée dans *L'accumulation du capital*. Elle considèrerait que le capitalisme ne pouvait continuer son développement que par l'assimilation de zones non capitalistes.

Elle n'accordait pas d'importance en tant que telle à la paupérisation, voyant une certaine stabilité dans le niveau de vie. Cette erreur va être malheureusement puissamment partagée dans le mouvement communiste.

### La position juste de l'Internationale Communiste

Il existe une évolution dans l'utilisation du principe de paupérisation par le mouvement communiste international. La question à l'arrière-plan est celle du rapport à la crise : celle-ci est-elle générale ou pas ?

Ainsi, en 1919, alors que l'Europe est exsangue du fait de la Première Guerre mondiale impérialiste, l'Internationale Communiste fait un appel où elle décrit la situation comme relevant, sans le dire tel quel mais on le comprend, de la paupérisation générale.

« Les contradictions du régime capitaliste se révélèrent à l'humanité à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques : la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie. Ainsi est jugée sans appel la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du

capitalisme au socialisme.

Les statisticiens et les pontifes de la théorie de l'arrondissement des angles avaient, pendant des dizaines d'années, recherché dans tous les coins du monde des faits réels ou imaginaires capables de démontrer le progrès du bien-être de certains groupes ou catégories de la classe ouvrière.

La théorie de la paupérisation des masses était regardée comme enterrée sous les coups de sifflets méprisants des eunuques occupant les tribunes universitaires de la bourgeoisie et des mandarins de l'opportunisme socialiste. Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse.

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. Et pourtant cette guerre est née des tendances internes du capitalisme dans la même mesure que les marchandages économiques ou les compromis parlementaires qu'elle a enterrés dans le sang et dans la boue. »

Par contre, dans son panorama du capitalisme fait en 1928, on ne voit pas trace de la « paupérisation générale », mais bien par contre les thèmes employés dans le prolongement qu'avait Karl Marx de parler de la paupérisation comme misère sociale.

C'est qu'on ici dans le cadre d'une crise relativement dépassée.

« A l'un des pôles des rapports sociaux, formation de masses considérables de prolétaires, intensification continue de l'exploitation de la classe ouvrière, reproduction sur une base élargie des contradictions profondes du capitalisme et de leurs conséquences (crises, guerres, etc.), augmentation constante de l'inégalité sociale, croissance de l'indignation du prolétariat rassemblé et éduqué par le mécanisme même de la production capitaliste, tout cela s'apaise infailliblement les bases du capitalisme et rapproche le moment de son écroulement.

Un profond bouleversement se produisit en même temps dans tout l'ordre moral et culturel de la société capitaliste: décomposition parasitaire des groupes de rentiers de la bourgeoisie, dissolution de la famille, exprimant la contradiction croissante entre la participation en masse des femmes à la production sociale et les formes de la famille et de la vie domestique héritées dans une large mesure des époques économiques antérieures; développement monstrueux des grandes villes et médiocrité de la vie rurale par suite de la division et de la spécialisation du travail; appauvrissement et dégénérescence de la vie intellectuelle et de la culture générale; incapacité de la bourgeoisie de créer, en dépit des grands progrès des sciences naturelles, une synthèse philosophique scientifique du monde; développement des superstitions idéalistes, mystiques et religieuses, tous ces phénomènes signalent l'approche de la fin historique du système capitaliste. »

De manière intéressante, le dit programme dénonce la social-démocratie pour avoir abandonné le principe de paupérisation.

« Dans le domaine de la théorie, la social-démocratie, passant du révisionnisme à un réformisme libéral-bourgeois achevé et au social-impérialisme avéré, a complètement renié le marxisme: à la doctrine marxiste de contradictions du capitalisme, elle a substitué la doctrine bourgeoise du développement harmonieux du régime; elle a relégué aux archives la doctrine des crises et de la paupérisation du prolétariat; elle a transformé la théorie ardente et menaçante de la lutte de classes en prédication banale de la paix des classes; elle a transformé la doctrine de l'aggravation des antagonismes de classes en la fable petite-bourgeoise de la 'démocratisation' du Capital; à la théorie de l'inévitabilité des guerres en régime capitaliste; elle a substitué la duperie

bourgeoise du pacifisme et la prédication mensongère du superimpérialisme; elle a échangé la théorie de la chute révolutionnaire du capitalisme contre la fausse monnaie du capitalisme 'sain' se transformant paisiblement en socialisme, à la révolution elle substitue l'évolution; à la destruction de l'État bourgeois; la participation active à son édification; à la doctrine de la dictature du prolétariat; la théorie de la coalition avec la bourgeoisie; à la doctrine de la solidarité prolétarienne internationale; celle de la défense nationale impérialiste, au matérialisme dialectique de Marx, une philosophie idéaliste en coquetterie avec les déchets religieux de la bourgeoisie. »

Pareillement, les résolutions de 1930 n'emploient le principe de paupérisation qu'au sujet de deux secteurs : tout d'abord, la paysannerie qui, effectivement, s'effondre comme classe pour céder à la prolétarisation.

Ensuite, ce qui se déroule « dans les pays de type colonial », à savoir la paupérisation inouïe des ouvriers et des paysans.

Par la suite, de manière juste, l'Internationale Communiste soulignera la paupérisation propre aux régimes fascistes, qui pressurisent effectivement les masses au maximum et font reculer leur niveau de vie.

En mai 1939, on lit ainsi au sujet de l'Allemagne nazie dans la Correspondance Internationale :

« Même d'après la statistique fasciste officielle, une augmentation de 16,5 % de la population [par rapport à 1928 avec les annexions] s'oppose à une augmentation de 5,5 % de la production d'articles industriels de consommation.

Si nous faisons encore entrer en ligne de compte la baisse énorme de la qualité des marchandises, le fait qu'une notable partie des articles de consommation est destinée à l'armée et celui que la consommation des

classes dominantes n'a pas diminué, nous voyons en toute évidence le processus d'appauvrissement des travailleurs.

De nombreux signes indiquent que le moment est proche en Allemagne où la pauvreté du pays engendré par les armements devient un obstacle à la production. »

On est ici dans la stricte interprétation du marxisme.

### L'interprétation révisionniste

C'est après 1945 que va exister, dans le mouvement communiste internationale, une affirmation de la paupérisation générale, au mépris de la réalité du cycle d'accumulation capitaliste se relançant.

L'erreur initiale ne vient pas de la question de la paupérisation, mais d'une interprétation erronée de la situation d'après-guerre, erreur effectuée par Staline dans Les Problèmes économiques du socialisme en URSS, publié en 1952. On y lit l'évaluation erronée :

« Le résultat économique le plus important de la deuxième guerre mondiale et de ses conséquences pour l'économie a été la désagrégation du marché mondial unique, universel. Ce qui a déterminé l'aggravation ultérieure de la crise générale du système capitaliste mondial.

La deuxième guerre mondiale a été elle-même engendrée par cette crise. Chacune des deux coalitions capitalistes engagées dans le conflit, espérait pouvoir battre l'adversaire et asseoir sa domination sur le monde. C'est en cela qu'elles cherchaient une issue à la crise.

Les États-Unis d'Amérique comptaient mettre hors de combat leurs concurrents les plus dangereux, l'Allemagne et le Japon, s'emparer des marchés étrangers, des ressources mondiales de matières premières et asseoir leur domination sur le monde.

La guerre cependant n'a pas donné raison à leurs espoirs. Il est vrai que l'Allemagne et le

Japon ont été mis hors de combat eu tant que concurrents des trois principaux pays capitalistes : U.S.A., Grande-Bretagne, France.

Mais on a vu d'autre part se détacher du système capitaliste la Chine et les pays de démocratie populaire en Europe, pour former avec l'Union soviétique un seul et vaste camp socialiste, opposé au camp du capitalisme.

Le résultat économique de l'existence des deux camps opposés fut que le marché unique, universel s'est désagrégé, ce qui fait que nous avons maintenant deux marchés mondiaux parallèles qui eux aussi s'opposent l'un à l'autre (...).

Il s'ensuit que la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (U.S.A., Grande-Bretagne, France) aux ressources mondiales, ne s'étendra pas mais diminuera ; que les conditions, quant aux débouchés mondiaux, s'aggraveront pour ces pays, et que la sous-production des entreprises y augmentera.

C'est en cela que consiste proprement l'aggravation de la crise générale du système capitaliste universel, à la suite de la désagrégation du marché mondial.

C'est ce que les capitalistes comprennent fort bien, car il est difficile de ne pas ressentir la perte de marchés tels que l'U.R.S.S., la Chine. Ils s'attachent à remédier à ces difficultés par le "plan Marshall", par la guerre en Corée, par la course aux armements, par la militarisation de l'industrie. Mais cela ressemble fort au noyé qui s'accroche à un brin de paille.

Devant cette situation deux problèmes se posent aux économistes :

a) Peut-on affirmer que la thèse bien connue de Staline sur la stabilité relative des marchés en période de crise générale du

capitalisme, thèse formulée avant la deuxième guerre mondiale, -- reste toujours en vigueur ?

b) Peut-on affirmer que la thèse bien connue, formulée par Lénine au printemps de 1916, selon laquelle, malgré sa putréfaction "dans l'ensemble le capitalisme se développe infiniment plus vite que naguère", -- reste toujours en vigueur ?

Je pense qu'on ne saurait l'affirmer. Étant donné les nouvelles conditions dues à la deuxième guerre mondiale, il faut considérer ces deux thèses comme périmées. »

C'était là une erreur d'interprétation de la situation, aboutissant à une remise en cause d'une analyse juste. Le bloc capitaliste était considérée comme ne pouvant pas s'extirper de la crise d'avant la guerre, faisant face qui plus est au bloc socialiste.

C'était une sous-estimation de la puissance de l'impérialisme américain, nullement touché par les destructions de la guerre, disposant d'une hégémonie complète dans les pays capitalistes, avec une puissance interne en pleine lancée.

Les révisionnistes en Union Soviétique et dans les pays de l'Est européen se profilèrent alors comme les meilleurs « cadres » d'un productivisme « neutre », puisque mécaniquement le bloc socialiste devait l'emporter économiquement sur le bloc capitaliste.

Fort logiquement, les révisionnistes assumèrent alors la thèse de la paupérisation générale. Le bloc capitaliste était considérée comme n'ayant plus rien à proposer. Le Manuel d'économie politique soviétique de 1955 – soit deux années après la mort de Staline et le basculement dans le révisionnisme – a ainsi un point de vue unilatéral sur la paupérisation générale, absolue :

« La voie du développement du capitalisme est celle de l'appauvrissement et de la sous-alimentation pour l'immense majorité des travailleurs. En régime bourgeois, l'essor des forces productives n'apporte pas aux masses laborieuses un allègement de leur situation,

mais une aggravation de leur misère et de leurs privations (...).

La reproduction élargie en régime capitaliste aboutit nécessairement à la paupérisation relative et absolue de la classe ouvrière.

La paupérisation relative est la diminution de la part de la classe ouvrière dans le revenu national des pays capitalistes. La paupérisation absolue est l'abaissement pur et simple du niveau de vie de la classe ouvrière (...).

Le pourrissement du capitalisme augmente la paupérisation de la classe ouvrière et des masses travailleuses de la paysannerie. »

Comme on le voit, il y a une ambiguïté, puisqu'il semble y avoir d'un côté une juste compréhension du principe de paupérisation, de l'autre la considération qu'on est dans un contexte de crise. Mais le même manuel explique de manière erronée que :

« Marx a découvert la loi générale de l'accumulation capitaliste qui détermine l'accroissement de la richesse et du luxe à un pôle de la société et l'accroissement de la misère, de l'oppression, des tourments du travail à l'autre pôle. Il a montré que le développement du capitalisme entraîne la paupérisation relative et absolue du prolétariat, qui creuse encore l'abîme entre le prolétariat et la bourgeoisie, aggrave la lutte de classes entre eux. »

La première phrase correspond au point de vue de Karl Marx ; la seconde est unilatérale et fautive.

Or, la tendance de nombreux Partis Communistes d'Europe de l'Ouest des années 1950 a été précisément d'adopter une telle ligne, accusant le capitalisme de procéder à une paupérisation absolue générale.

En France, Maurice Thorez est à la tête de cette affirmation de la paupérisation du prolétariat français. Si le Parti Communiste français rejette finalement cette thèse, en 1964 à son XVII<sup>e</sup> congrès, le rapport du Comité Central parle encore d'une

situation de « véritable régression sociale ».

Les progrès de l'accumulation capitaliste dévalueront toujours plus les partis communistes devenus révisionnistes, renforçant à l'opposé la social-démocratie dénonçant justement la thèse de la paupérisation.

À l'opposé, le Parti Communiste de Chine, comprenant l'importance prise par les États-Unis d'Amérique et la nature des pays capitalistes connaissant un développement, parlera de déplacement du centre de gravité de la révolution mondiale vers la « zone des tempêtes » : l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine.

### L'organisation scientifique de la pauvreté

L'expérience la plus avancée dans la « zone des tempêtes » fut faite au Pérou, avec Gonzalo, qui aborde de manière ouverte la question de la pauvreté.

Voici comment le Parti Communiste du Pérou synthétise cette question :

« Le Président Gonzalo attribue une importance particulière à l'organisation scientifique de la pauvreté, principe qui nous vient de Marx, et qui signifie, pour nous, organiser la paysannerie, - principalement la pauvre - et les masses les plus pauvres des villes en Parti Communiste, Armée Populaire de Guérilla et en Etat Nouveau qui se concrétise en Comités Populaires.

Il établit la relation suivante: parler du problème paysan c'est parler du problème de la terre, et parler du problème de la terre c'est parler du problème militaire, et parler du problème militaire c'est parler du problème du Pouvoir, de l'Etat Nouveau auquel nous arrivons par la révolution démocratique que dirige le prolétariat à travers son Parti, le Parti Communiste. » (La révolution démocratique, 1988)

Comme on le voit, il est ici spécifiquement parlé de la paysannerie se désagrégant dans les conditions particulières d'un pays semi-colonial semi-féodal.

Voici un autre passage où ce même point de vue est exprimé, pour formuler en quoi la cordillère des

Andes forme le cœur du projet du Parti Communiste du Pérou, de par sa réalité sociale.

« Il spécifie la nécessité d'organiser scientifiquement la pauvreté et remarque que ceux qui sont les plus disposés à se rebeller, ceux qui réclament le plus ardemment que l'on organise la rébellion, sont les plus pauvres parmi les masses et qu'il faut prêter une attention toute spéciale à l'organisation révolutionnaire scientifique des masses.

Cela ne va pas à l'encontre des critères de classes, mais nous démontre que la pauvreté a son origine dans l'exploitation, dans la lutte de classes.

"La misère existe et elle côtoie de fabuleuses richesses, même les utopistes savaient, qu'elles vont de pair; énorme et provocante richesse à côté d'une pauvreté criante qui la dénonce. Il en est ainsi parce que l'exploitation existe".

Thèse rattachée à Marx qui découvrit la puissance révolutionnaire de la pauvreté et la nécessité de l'organiser scientifiquement, c'est-à-dire, pour la révolution; Marx qui nous enseigna que le prolétariat, n'ayant pas de propriété, est l'unique classe créatrice qui détruira la propriété et se détruira elle-même en tant que classe.

Et à Lénine qui nous enseigna que la révolution sociale ne surgit pas des programmes, mais du fait que des millions de personnes disent qu'au lieu de mourir en souffrant de la faim elles préfèrent mourir pour la révolution.

Et au Président Mao qui conçoit que la pauvreté stimule le désir de changement, d'action, de révolution, qu'elle est une feuille de papier blanc, nue, sur laquelle on peut écrire les mots les plus nouveaux et les plus beaux (...).

Cette particularité est stratégique, car elle permet de comprendre que la révolution, dans le monde, se définit du côté des plus pauvres qui constituent la majorité et sont le plus disposés à se rebeller et, aussi, que dans chaque révolution on doit aller aux plus pauvres en appliquant les trois conditions que l'organisation scientifique de la pauvreté exige : l'idéologie, la guerre populaire et le Parti

Communiste.

C'est ainsi que le Président Gonzalo nous dit: "la pauvreté est une force motrice de la révolution, les pauvres sont les plus révolutionnaires, la pauvreté est le plus beau des chants... la pauvreté n'est pas un opprobre, c'est un honneur; notre cordillère avec ses masses est la source de notre révolution; ces masses, sous la direction du Parti Communiste, construiront de leurs mains un monde nouveau. Leur guide: l'idéologie, leur moteur: la lutte armée, leur direction: le Parti Communiste.» (La ligne de masses, 1988)

Il va de soi que toute utilisation de ces passages hors de leur contexte, de leur réalité historique, aboutirait à la thèse erronée et unilatérale de la paupérisation absolue.

### La signification de la polémique franco-italienne

En 1961, Maurice Thorez publiait un ouvrage intitulé « La paupérisation des travailleurs français », la couverture se voyant barré d'une inscription où on lisait : « une tragique réalité ». Les textes consistaient en l'assemblage d'articles écrits par Maurice Thorez entre 1955 et 1957.

Cet ouvrage est à la fois le produit du révisionnisme d'après 1945 et la base théorique pour toute la réflexion révisionniste dans la seconde partie du 20<sup>e</sup> siècle. C'est la véritable théorisation de l'inscription de la lutte réformiste dans les institutions, au nom d'une prétendue paupérisation générale.

Le décalage par rapport aux thèses de Karl Marx est ici très clair ; il ne s'agit pas d'une négation de la thèse de Karl Marx, mais d'une relecture procédant à une révision. Ainsi, dans l'article La situation économique de la France (Mystifications et réalité), en date du 25 janvier 1955, Maurice Thorez témoigne qu'il a bien compris les deux aspects de la question de la paupérisation :

« On dit que la Sécurité sociale s'est développée. Mais on devrait aussi constater que les accidents, les maladies, le chômage, etc., tous les maux auxquels elle doit servir de palliatif, se sont accentués.

Il ne faut pas oublier que, si la bourgeoisie introduit un certain nombre de mesures de protection de la santé des travailleurs, elle ne le fait que sous la pression des masses. Et ensuite elle s'efforce d'en profiter pour accroître l'intensité du travail.

Ce qui, naturellement, conduit à une aggravation nouvelle des conditions de santé : souvent, en effet, les mesures sanitaires et sociales sont plus que compensées par le renforcement du taux d'exploitation, et le résultat final est négatif. »

Voici un autre exemple de perspective intéressante dans la saisie des deux aspects, qu'on trouve dans l'article Nouvelles données sur la paupérisation (Réponse à Mendès France), en août 1955 :

« Reste le luxe de l'auto, accessible, dit-on, à la classe ouvrière. En réalité, l'automobile est souvent une nécessité aux États-Unis, comme le vélo en Hollande, comme, de plus en plus, le scooter dans la région parisienne.

L'ouvrier américain qui achète une voiture d'occasion obéit à deux raisons : d'abord, il travaille en règle générale très loin de son domicile ; d'autre part, la totalité des transports est entre les mains de sociétés privées, qui se soucient beaucoup plus des intérêts de leurs actionnaires que ceux du public. »

Cependant, Maurice Thorez considère qu'il y a simplement modification des formes de consommation, pas élargissement de la consommation.

Dans le même article, il soutient que le niveau de vie des années 1950 est inférieur à précédemment ; il ne constate pas de croissance réelle des forces productives. C'est là la clef de la pensée de Maurice Thorez dans les années d'après-guerre, et c'est ce qui le fait dire dans son discours de clôture au Comité central du Parti Communiste français, le 27 janvier 1955 :

« Une deuxième loi marxiste, celle de l'accumulation du capital, enseigne que la classe ouvrière ne peut échapper, sous le capitalisme, à la paupérisation relative et absolue.

Cette loi, elle aussi, a été niée obstinément surtout

par les dirigeants socialistes, dont toute la politique de conciliation des classes repose sur le mensonge d'une amélioration régulière de la condition des ouvriers.

Mais les faits sont têtus : les faits montrent que le salaire horaire du métallurgiste parisien a baissé de moitié depuis 1938. Le nombre des ouvriers qualifiés diminue. Les salaires additionnés de tous les membres de la famille, femmes et enfants compris, représentant à peine ce que le père touchait à lui seul autrefois.

Les loyers augmentent sans arrêt, beaucoup d'ouvriers sont condamnés au taudis. Les travailleurs de Paris mangent moins de viande que sous le Second Empire. »

Le même constat est fait, dans l'article Encore une fois la paupérisation !, paru dans les Cahiers du communisme en octobre 1957 :

« En Allemagne occidentale, la paupérisation de la classe ouvrière s'affirme parallèlement à la concentration du capital. Le coût de la vie s'élève. La rationalisation capitaliste, le perfectionnement des méthodes techniques d'exploitation aggravent chaque jour les conditions de travail (...).

Quant au gouvernement de Londres, on se rappelle qu'il avait promis de doubler le niveau de la population en vingt-cinq ans ! Pourtant, les faits ont parlé un tout autre langage (...). Aux États-Unis, les indices de ralentissement de l'activité économique se multiplient (...).

Un autre procédé polémique consiste à faire appel à l'armée des acheteurs de scooters et de machines à laver !

Outre que l'on comprend parfaitement la volonté d'une classe ouvrière formée dans les conditions historiques modernes de bénéficier du progrès technique, l'œuvre de ses mains, ne voit-on pas surtout qu'il s'agit ici d'un besoin objectif, d'un élément objectif du niveau de vie dû à certaines conditions matérielles ?

Autrefois, les ouvriers du bâtiment pouvaient acheter en banlieue un lopin de terre sur lequel ils bâtissaient

le dimanche leur petite maison, à proximité des zones d'expansion urbaine et de travail.

Aujourd'hui, ils n'ont plus, pour la plupart, les moyens de le faire, mais en revanche le vélomoteur leur est nécessaire pour couvrir les longs trajets qui séparent leur domicile de leur chantier (...).

Il est bien évident que pour renouveler la force de travail, la quantité des moyens de consommation objectivement nécessaires est plus grande aujourd'hui qu'il y a cent ans !

Même les trois semaines de congé payé sont-elles autre chose qu'une nécessité vitale en fonction de l'intensification du travail et de l'usure physiologique grandissante ? (...)

Le président du Parti communiste américain, le camarade William Z. Foster, a écrit dans son article reproduit au numéro 1 des Cahiers du Communisme, en janvier de cette année, que « le jeu de la loi de paupérisation des masses peut être vérifié aux États-Unis, pays tant vanté de la « prospérité » capitaliste. »

On s'étonne qu'une note discordante figure dans l'article publié, au numéro de janvier-février de Rinascita, la revue politique et culturelle de notre parti frère d'Italie, sous le titre : « La voie italienne au socialisme, origines et traits de notre politique. »

Le camarade Spano écrit : « La question de la paupérisation absolue et relative de la classe ouvrière en régime capitaliste est posée par les camarades français comme une loi catégorique, immuable, mais par les camarades italiens et, croyons-nous, par Marx, elle est posée comme une loi de tendance.

En tirant avec une stricte logique toutes les conséquences politiques de la façon de poser le problème qu'adoptent les camarades français, on devrait conclure à l'impossibilité pour la classe ouvrière de réaliser aucune conquête dans le cadre de la société capitaliste, à la nécessité pour la classe ouvrière de poser chacune de ses revendications en termes de rupture révolutionnaire pour la conquête du pouvoir. »

Ainsi, le camarade Spano, après beaucoup d'autres [appartenant par contre aux socialistes], reproche à notre Parti de concevoir les effets de la paupérisation comme quelque chose d'immuable, quelque chose contre quoi la classe ouvrière ne pourrait rien tenter (...).

Il dit textuellement qu'au sujet de la paupérisation comme des nationalisations, « les camarades français prennent des positions qui les confinent dans une fonction de pure propagande. »

A vrai dire, reconnaît-il, les communistes français sortent parfois de la propagande pour agir, mais c'est simple illogisme de leur part ! »

De fait, le Parti Communiste italien rejettera la thèse de la paupérisation, pour celle de l'amélioration permanente de la situation des masses au moyen l'institutionnalisation. Le Parti Communiste français fera de même, mais avec une institutionnalisation qu'il prétendra réfuter, au nom de la thèse – maintes fois reformulées - de Maurice Thorez sur la paupérisation.

Le Parti Communiste italien est ainsi apparu, en 1968, déjà comme le partisan de l'institutionnalisation, permettant une vraie réflexion sur le capitalisme moderne et l'affirmation de l'autonomie prolétaire.

En France, par contre, le Parti Communiste français maintenant une fausse aura d'opposant, maintenant son ancrage dans la société française, lui permettant de maintenir son existence après 1989, au contre du Parti Communiste italien. Par la thèse sur la paupérisation, le Parti Communiste français a su se placer comme force « sociale » opposée à la pauvreté, se transformant ainsi en appendice de gauche du réformisme modernisateur.

# CPM

## LUTTE SOCIALE ET ORGANISATION DANS LA MÉTROPOLE 1970

La fin des luttes contractuelles, la crise du mouvement étudiant, le déchaînement de la répression ont provoqué le relâchement, la confusion, la fuite en avant ou le retrait. C'est la conséquence du refus de regarder en face la réalité, d'échapper à la fois à la stérilité d'un activisme de plus en plus contradictoire avec les objectifs qu'on se propose, et à la sclérose idéologique qui persiste à chercher (dans le passé ou dans des situations très différentes des nôtres) des schémas d'action que nous devons dériver de la réalité qui se trouve sous notre nez.

La discussion qui s'est développée au sein du Collectif politique métropolitain, qui est résumée ici dans ses lignes essentielles, avait comme thème central le problème de l'organisation dans la métropole.

Il semble clair maintenant que les diatribes théoriques et les initiatives pratiques sont mesurées dans les formes d'organisation et de lutte organisée qu'elles sont en mesure de produire. D'un autre côté, le soi-disant « problème de l'organisation » devient un jeu de formulation s'il ne repose pas sur l'évaluation du présent, de ses développements probables, des forces en jeu, des tâches auxquelles nous devons faire face.

Ce document représente le bilan d'une expérience politique concrète et la projection d'un travail futur. Nous avons jugé opportun de l'imprimer et de le diffuser en tant que contribution à un débat plus général désormais imposé aux forces de la gauche extraparlamentaire italienne et européenne, et en tant que définition de notre position politique.

### **1. Le mouvement spontané des masses et l'autonomie prolétaire**

Les données historiques concrètes à partir desquelles il faut partir sont les mouvements spontanés des masses qui se sont développés depuis 1968 en Europe, au cœur même de la capitale capitaliste entourée de l'immense «périphérie» de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine.

Produit par le développement des forces productives matérielles, le mouvement exprime, sous une forme encore embryonnaire et partielle (spontanée, précisément), une contradiction antagoniste avec le système général d'exploitation économique, politique et culturelle.

Les données historiques concrètes à partir desquelles il faut partir, c'est le mouvement spontané des masses qui s'est développé depuis 1968 en Europe, au cœur même de la métropole du capitalisme tardif entourée de l'immense «périphérie» africaine, asiatique et latino-américaine.

Produit par le développement des forces productives matérielles, le mouvement exprime, sous une forme encore embryonnaire et partielle (spontanée, précisément), une contradiction antagoniste avec le système général d'exploitation économique, politique et culturelle.

Sa base sociale se compose principalement de la nouvelle main-d'œuvre: la classe ouvrière « jeune », les techniciens, les étudiants : le prolétariat européen moderne.

Les points culminants de son développement : les luttes étudiantes de 1968, le Mai français, les luttes ouvrières « sauvages » de Pirelli, Renault, Hoesch, FIAT, les luttes de techniciens, des chercheurs, des opérateurs culturels, etc.

Ses premières formes d'organisation: comités de base, groupes d'étude, comités d'action, mouvements étudiants, etc.

Coincées entre l'organisation capitaliste du travail et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, entre les mythes de la société du bien-être et les idéologies rigides des appareils bureaucratiques, le mouvement connaît des moments explosifs où tout semble possible et des moments de reflux, où il semble disparaître.

C'est dans ce cadre général que s'insère notre lutte. De l'analyse de cette réalité historique, de la compréhension de ses raisons les plus profondes, on peut former une trace qui guide l'action future. C'est de l'insertion organique, interne, dans le mouvement que dérive la possibilité d'une initiative politique réelle.

### **Mouvement de masse et autonomie prolétaire**

Les luttes de masse de 1968 et 1969 constituent un phénomène historique complexe qui, en tant que tel, ne se présente pas enveloppé d'une « pureté idéologique » qui plaît tant aux révolutionnaires de la bibliothèque.

Exprimant le niveau actuel de contradiction dans la zone capitaliste européenne, le mouvement de masse présente des caractéristiques contradictoires qui ne peuvent pas être enfermées dans une formule préfabriquée.

D'autre part, malgré l'absence de paramètres d'interprétation purs et parfaits, nous ne pouvons pas renoncer à discriminer, au sein de ces luttes, ce qui appartient au passé et ce qui tend vers le futur, ce qui est vivant de ce qui est mort.

En un mot: nous ne pouvons pas renoncer à distinguer les éléments faibles, velléitaires, facilement récupérables, des éléments qui tendent à se développer en direction de la lutte révolutionnaire.

Nous voyons dans l'autonomie prolétarienne le contenu unificateur des luttes des étudiants, des ouvriers et des techniciens qui ont permis le saut qualitatif de 1968-1969.

L'autonomie n'est pas un fantôme ou une formule vide à laquelle les nostalgiques des combats passés s'accrochent face à la contre-offensive du système aujourd'hui.

L'autonomie est le mouvement de libération du prolétariat de l'hégémonie générale de la bourgeoisie et coïncide avec le processus révolutionnaire.

En ce sens, l'autonomie n'est certainement pas une nouveauté, une invention de la dernière heure, mais une catégorie politique du marxisme révolutionnaire, à la lumière de laquelle on peut évaluer la consistance et la direction d'un mouvement de masse.

Autonomie par rapport à : les institutions politiques bourgeoises (État, partis, syndicats, instituts juridiques, etc.), les institutions économiques (tout l'appareil productif-distributif capitaliste), les institutions culturelles (l'idéologie dominante dans toutes ses articulations), les institutions normatives (les coutumes, la « morale » bourgeoise).

Autonomie pour: la réduction du système mondial d'exploitation et la construction d'une organisation sociale alternative.

Ce processus, bien sûr, n'apparaît pas sans ambiguïté, en même temps et avec la même intensité, mais est un processus qui se développe dans un temps historique déterminé et qui, sur un plan stratégique, peut connaître de sérieuses défaites tactiques.

Des manifestations d'autonomie furent, par exemple, les luttes de la social-démocratie allemande dans la seconde moitié du siècle dernier, l'action bolchevique dans la Russie révolutionnaire, la formation de partis communistes en Europe après la Première Guerre mondiale, la longue marche de la révolution chinoise, etc.

Et pour se rapprocher de nous, l'autonomie prolétarienne a pu s'exprimer, bien qu'épisodiquement, à différents moments de l'après-guerre : pour ne citer que la réaction populaire à l'attaque contree Togliatti et les manifestations de révolte contre le gouvernement Tambroni.

Il n'est même pas nouveau que le principal obstacle au développement de l'autonomie soit constitué par les organisations « traditionnelles » du mouvement ouvrier et par toutes les tendances opportunistes.

La lutte de Marx contre le « socialisme bourgeois », des bolcheviks contre les menchéviks, la révolution culturelle chinoise elle-même en sont les exemples historiques les plus flagrants.

Cependant, une fois explicités ces éléments de continuité historique, il est nécessaire de se mesurer avec le présent, puis selon cela de définir son propre comportement politique.

Il est donc nécessaire de traiter des luttes de masse de 1968 et 1969 et comment s'est manifestée alors l'autonomie prolétarienne, dans cette période.

### **Les luttes de masse 1968-1969**

Bien que de manière diverses dans ses modes et contradictoires dans ses contenus, les luttes de masse qui se sont développées en Europe ces deux dernières années doivent être considérées comme un phénomène global, expression d'une réalité substantiellement homogène.

Le mouvement a commencé avec les luttes des étudiants, des luttes qui avaient une double fonction:

- elles ont réactivé au niveau de masse le mouvement autonome du prolétariat, démontrant pratiquement que le système d'exploitation économique-politique tout entier n'est plus en mesure de contenir et canaliser institutionnellement les contradictions produites par celui-ci.

Ce phénomène fait partie d'une rupture plus générale de l'équilibre mondial économique-politique, caractérisé par les luttes révolutionnaires du Tiers-Monde et le démasquage du révisionnisme ;

- elles ont démontré comment la physionomie du prolétariat a profondément changé au cours des dernières décennies.

Le mouvement étudiant n'a pas eu la fonction d'un « détonateur », d'un facilitateur, d'un précurseur et d'un allié de la classe ouvrière, mais il s'est révélé être un élément dynamique dans le processus de

formation du prolétariat moderne dans le régime capitaliste tardif.

Les révisionnistes et leurs épigones ont tenté d'isoler le mouvement des étudiants dans l'aire de la contestation (et donc comme phénomène superstructurel) et de souligner le caractère d'« allié » de la classe ouvrière (représentée naturellement par les partis « historiques » et les syndicats), ce qui démontre seulement comment la lutte théorique contre les manipulations idéologiques constitue un front de lutte pour le mouvement autonome.

Cette partie du mouvement étudiant - et surtout les incrustations bureaucratiques et dirigistes qui se sont formées en son sein - continuent à se concevoir comme « classe moyenne », ce qui signifie seulement que la conscience de classe peut et doit se développer à travers une lutte acharnée entre le droite et la gauche du mouvement.

Les contenus généralisables (non spécifique ou épisodique) du mouvement étudiant : refus des aspects purement revendicatifs des luttes, redécouverte des méthodes illégales et violentes de lutte, dépassement des organisations traditionnelles, se sont étendus aux luttes ouvrières par le travail subjectif organisé de groupes d'étudiants et d'ouvriers.

Il est inutile de rappeler les grandes luttes ouvrières qui eurent lieu dans toute la zone européenne au cours des années 1968 et 1969. Il s'agit plutôt de comprendre en quoi elles avaient quelque chose de nouveau, en quoi elles sortaient du conflit institutionnalisé et avaient tendance à être en antagonisme avec le système.

Le point de départ est la dénonciation des conditions de l'usine, généralement attaqué en termes de rejet.

La classe ouvrière se rend compte que l'exploitation de la journée de travail à l'usine n'est qu'un moment de l'exploitation plus générale à laquelle les travailleurs sont soumis.

Conscience qui se traduit pratiquement en ces termes:

- la nécessité de lier les aspects économiques et politiques de la lutte, en affirmant la priorité des seconds sur les premiers.

C'est le résultat d'une tendance objective du capitalisme tardif, dans lequel les aspects économiques et politiques sont non seulement interdépendants (constatation qui est à la base de la méthode marxiste) mais tendent à s'identifier.

Les choix du capital sont immédiatement économique-politiques à tous les niveaux, depuis ceux de la programmation nationale et internationale, jusqu'à ceux des unités de production individuelles.

La classe ouvrière italienne, du reste, a pleinement exploité cette expérience au cours des vingt dernières années, en réalisant que toute « victoire » économique s'est transformée en défaite politique, ce qui a permis au capital de récupérer ce qui avait été « accordé » et d'intensifier l'exploitation.

Au nom de la « reconstruction nationale » de mémoire togliattienne, la classe ouvrière avait renoncé à son pouvoir à l'usine, conquise pendant la résistance, devant ainsi subir la répression de ses avant-gardes.

Après cela, un syndicat affaibli et un parti évincé ont dû accepter les dures conditions du patronat. La tentative de briser cette mécanique est à la base des luttes autonomes au cours de ces deux dernières années;

- capacité à l'autogestion de la lutte. Les organismes de base n'émergent pas en concurrence avec les syndicats mais en tant qu'expression organisationnelle de nouveaux contenus, rejetant le rôle de médiation assumé par les organisations traditionnelles et se posant à la fois comme instrument et expression de la lutte.

Leur travail a contribué au formidable développement dans la classe ouvrière de l'exigence de l'autonomie, de démocratie directe, d'une lutte continue et globale qui attaque l'exploitation continue.

Comprendre, comme nous l'avons compris, que les

comités de base et les groupes d'étude sont insuffisants pour aborder la dimension actuelle de la lutte et qu'un saut de qualité est nécessaire, ne signifie pas... faire deux pas en arrière, niant le contenu même des luttes autonomes.

C'est afin de développer ces contenus qu'apparaît comme nécessaire le saut politico-organisationnel.

Remarque. Face à la « récupération » syndicale et à la crise des organismes de base, certains « révolutionnaires » qui se disent marxistes-léninistes (sans ironie !) se sont empressés de se prosterner devant les syndicats et le PCI, reconnus comme étant actuellement les uniques organisations.

Naturellement, en attendant que tombe du ciel le vrai parti marxiste-léniniste, lequel va lui-même vaincre les révisionnistes et faire la révolution. Peut servir sur ce point une citation de Lénine :

« En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme.

Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère. » [L'impérialisme, stade suprême du capitalisme]

Les luttes des techniciens constituent, d'un certain point de vue, le phénomène le plus récent dans cette phase de luttes.

Ils ont contribué à rendre les caractéristiques de la métropole politiquement évidentes, qui tendent à « se modeler » sur le schéma de fonctionnement et de pouvoir des entreprises de haute technologie.

Plus précisément, ces luttes ont montré que l'automatisation des fonctions, c'est-à-dire le morcellement et la canonisation dans des schémas « scientifiques et rationnels », a déterminé la fin de la distinction entre travail manuel et intellectuel, et

leur remplacement par une seule chaîne dans lequel il est impossible de distinguer les tâches manuelles des tâches intellectuelles.

En ce sens, il faut comprendre l'affirmation qui se produit souvent pendant les luttes des techniciens : le technicien travaillant dans une structure d'entreprise moderne n'est rien de plus qu'un ouvrier placé dans une entreprise de haute technologie.

Mais justement dans les luttes des techniciens se manifestent l'impuissance et la platitude du mouvement ouvrier « traditionnel ». En fait, à part la mode d'un moment et la sur-appréciation verbale des « luttes des techniciens », et l'abus du terme « prolétarisation », presque personne, ni les syndicats ni les partis, ni, sauf exception, le mouvement étudiant, n'a été en mesure d'établir une relation politiquement fondée avec les noyaux actifs (groupes d'étude, etc.) qui expriment le plus haut niveau de conscience et d'engagement de cette partie fondamentale du prolétariat moderne.

La référence à la catégorie décrépite des « classes moyennes » et le concept même de prolétarisation qui présume de manière statistiquement déterminée la physionomie du prolétariat (confondus avec la catégorie sociologique des ouvriers) empêchent également la détection théorique du problème.

Mais c'est sur le plan pratique que se cache l'idiotie.

L'impossibilité d'accepter l'originalité particulière des comités de base, et donc de réellement comprendre les racines socio-économiques du mouvement spontané des masses, pourrait apparemment être dépassée dans les rapports avec les noyaux ouvriers, tirant parti de l'inertie de la tradition.

Mais cela était impossible pour les groupes d'étude et les comités techniques : la nouveauté du phénomène, ses caractéristiques expérimentales, ses caractéristiques politiques fondamentales (crise de confiance dans le mécanisme de la délégation, unité immédiate des objectifs politiques et économiques, opposition générale au système) a empêché la récupération parasitaire ou l'instrumentalisation.

Et, d'un autre côté, tout travail politique qui, en Europe, empêche le mouvement des techniciens, se place automatiquement à la périphérie politique de la métropole.

Inversement, affronter de manière correcte le dépassement de la phase spontanée de l'autonomie prolétarienne et de ses composantes : ouvriers, étudiants, techniciens, signifie se placer au niveau réel des problèmes de l'initiative révolutionnaire métropolitaine.

### **La gauche italienne et les luttes de 1968-1969**

Ceux qui veulent se lier aux luttes ou considérer leur expression doivent aujourd'hui être capables de saisir dans son ensemble ce qu'implique la manifestation de l'autonomie, du niveau le plus apparent aux significations les plus profondes et aux conséquences à long terme.

Cependant, les groupes de la gauche italienne issus des luttes récentes n'exploitent que des aspects partiels, limitant ainsi gravement l'efficacité de leur action.

Une première approche, élémentaire mais immédiate, d'être présent dans les luttes, réside dans le fait de courir après les explosions de lutte partout où elles apparaissent (universités, [la ville de] Battipaglia, Fiat, Pirelli, secteurs techniques, secteur bancaire, etc.), avec un seul but: produire une « radicalisation » de la lutte à travers l'exaltation des formes dans lesquelles elle se manifeste; les contenus de la lutte sont laissés en arrière-plan.

Cette pratique politique est basée sur la thèse spontanéiste que la lutte de classe n'est possible qu'en créant des luttes de masse, quels que soient les objectifs, à condition que de telles luttes soient menées sur un mode violent.

Une fois le mouvement généralisé, il sera possible de lui donner une dimension politique révolutionnaire et organisée. Dans une telle démarche, on fait précéder la lutte à l'action politique, la fracture entre elles se maintient, réitérant la vieille distinction entre lutte économiques et lutte politique.

Une seconde approche, plus politique et judicieuse, voit les formes de la lutte comme conditions de la lutte des classes, mais elle indique comme condition non moins importante les objectifs de la lutte, en particulier pour parvenir à l'unification et à la généralisation de l'affrontement.

Les objectifs doivent être non intégrables, contenir tous les antagonismes de classe possibles, et donc être en soi capables de mettre en crise l'équilibre économique-politique du système (par exemple 120 000 livres de salaire égal pour tous). Par les objectifs se généralisent la lutte : à la classe ouvrière revient la tâche de radicaliser et d'atteindre le plus haut niveau de confrontation.

Dans la lutte des classes, on distingue trois éléments: les objectifs, les formes de lutte, l'organisation. Il appartient à la classe ouvrière de radicaliser la lutte sur des objectifs unificateurs, mais l'organisation est le résultat des luttes.

Les organisations de base ne sont qu'un instrument fonctionnel et transitoire des luttes, mais la dimension politique est constituée à un premier stade par les objectifs et dans un second, plus important encore, par l'organisation générale.

La lutte vient donc à être considérée comme avancée ou arriérée dans la mesure où elle exprime des objectifs unificateurs et des formes radicales. L'organisation apparaît ensuite comme un besoin de « conserver » les résultats obtenus au cours de la lutte, au niveau de conscience et de combativité qui se sont produits. On parvient ainsi au renforcement du front ouvrier proportionné au renforcement du front patronal.

L'hypothèse est donc celle d'une longue « guerre de position », au cours de laquelle la classe ouvrière s'affermi dans la mesure où elle s'organise. Pour les deux positions analysées (à la première appartient, en ligne de maximisation, Lotta continua et les assemblées ouvriers-étudiants ; à la seconde Potere Operaio), l'autonomie est la condition préalable à la lutte elle-même.

L'indépendance est comprise comme « indépendance » du syndicat et du parti, et comme

on sait que les syndicats et le parti n'ont pas été vaincus par les mouvements d'indépendance, les guerres d'indépendance se projettent (par l'organisation générale des luttes, la capacité de « conserver » l'autonomie dans toutes ses manifestations, même après le reflux des luttes).

Le développement de l'autonomie est donc compris comme un développement organisationnel pour contrer les organisations traditionnelles.

Nous considérons comme restrictive et superficielle cette conception de l'autonomie, qui en tant que tel ne devient qu'un instrument et une condition pour développer les luttes, sans en constituer aussi leur dimension politique d'opposition radicale et révolutionnaire au système.

Au moment où se clôt un cycle de luttes - et ne s'en rouvre pas un autre qui, à notre avis, des caractéristiques très différentes - il a semblé utile de faire un examen critique des luttes. Pour résumer, nous pouvons distinguer, au sein du mouvement ouvrier, deux attitudes fondamentales face aux luttes autonomes de masse de 1968-1969 :

- ceux qui ne saisissent pas l'aspect de rupture et tentent de récupérer et d'exploiter le potentiel d'une sorte de « restauration politique ».

La forme de cette restauration est variée : de celle révisionniste qui tend à transformer une défaite politique en une victoire organisationnelle (même au prix d'une renonciation définitive à une position de classe en tant que tel), à celle des groupes idéologiques minoritaires qui se sont empressés de proposer leurs vieux schémas, sans saisir que le mouvement autonome constitue en soi la critique pratique la plus radicale de masse de toutes les positions axées sur l'idéologie remâchée et sur la re-proposition de lignes perdantes du mouvement ouvrier.

Ces positions, bien que fortement concurrentes entre elles, s'accordent sur un point : la sous-estimation et le rejet du fruit politique le plus mûr des luttes : l'autonomie prolétarienne;

- ceux qui, en dépit d'être d'origines et de tendance

différentes, ont compris que l'autonomie prolétarienne est le point nodal à partir duquel commencer le futur travail politique.

Il serait trop facile de se rappeler des erreurs, des adversités, des sectarismes, de la naïveté et même des méfaits qui endommagent, retardent et souvent dévient les groupes qui se rapportent à l'autonomie.

Cependant, dans ce contexte auquel nous nous rapportons, nous croyons que c'est la seule position fructueuse, la seule capable de développer la lutte révolutionnaire dans la métropole européenne.

Parce que c'est la question traitée. Pas tant pour gagner d'un coup et tout conquérir (les slogans faciles des apprentis manipulateurs), mais pour grandir dans une lutte de longue durée, en utilisant les obstacles puissants que le mouvement rencontre sur le chemin du mouvement de masse eux-mêmes, pour accomplir le saut du mouvement spontané de masse au mouvement révolutionnaire organisé.

## **2. Restructuration social-capitaliste et lutte de classe**

Marx écrit dans Les luttes de classe en France de 1848 à 1850 : « *A l'exception de quelques chapitres, chaque section importante des annales de la révolution de 1848 à 1849 porte le titre de : « Défaite de la révolution ! »*

*Mais dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution qui succomba. Ce furent les traditionnels appendices pré-révolutionnaires, résultats des rapports sociaux qui ne s'étaient pas encore aiguisés jusqu'à devenir des contradictions de classes violentes : personnes, illusions, idées, projets dont le parti révolutionnaire n'était pas dégagé avant la révolution de Février et dont il ne pouvait être affranchi par la victoire de Février, mais seulement par une suite de défaites.*

*En un mot : ce n'est point par ses conquêtes tragico-miques directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie; au contraire, c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin*

*devenir un parti vraiment révolutionnaire. »*

### **Syndicat et parti**

#### **du front au mouvement autonome des masses**

Le mouvement syndical s'est articulé - à partir de 1967, quand les premières luttes spontanées d'importance ont commencé - en trois moments:

- Au début, il y avait une tentative d'exploiter la nouvelle potentialité de lutte de la classe ouvrière afin de pouvoir obtenir une incidence organisationnelle majeure et un plus haut pouvoir contractuel. En général, les luttes spontanées ont été sous-estimées et attribuées aux déficiences syndicales locales.

C'est le moment où se tente l'intégration, au sein des syndicats et des partis, des éléments les plus « jeunes » et les plus combattifs.

- La seconde phase, caractérisée principalement par les grandes luttes chez Pirelli et à Porto Marghera, voit le syndicat s'engager dans une course derrière les comités de base, dans un positionnement purement défensif.

C'est le moment de la désorientation, où les militants syndicaux passent des tentations répressives aux fuites avant-gardistes et démagogiques. Dans les situations les plus arriérées, l'initiative autonome de la classe ouvrière et l'action syndicale se mélangent de manière ambiguë.

Par exemple, au cours de cette période, le groupe dirigeant FMI s'est consolidé au sein de la CISL, ce qui constitue un peu l'aile marchante pour une future récupération syndicale.

- C'est pendant la période contractuelle que les syndicats mettent tout leur poids organisationnel et politique dans la balance pour transformer une tactique défensive en une stratégie offensive.

Les éléments sur lesquels ils appuient sont essentiellement:

1) Unité syndicale : c'est la forme par laquelle l'unité à la base, le contenu essentiel du mouvement spontané des masses, est exploitée et combattue.

« C'est uni qu'on gagne » est un slogan qui interprète une profonde exigence de la classe ouvrière, mais en inversant le sens: l'unité se réalise à son point le plus bas, isolant les vraies avant-gardes, ciblant simultanément les illusions maximalistes des vieux militants du PCI et l'indifférence de la droite ouvrière.

Au nom de l'unité, la lutte est contrôlée et limitée, les manifestations extérieurs à l'usine sont affaiblis, souvent réduits à des processions vides, accusant les noyaux extra-syndicaux d'être « vendus » au patron, dénonçant toute action politiquement créative comme extrémiste.

2) La démocratie syndicale : c'est l'alternative arriérée, réformiste à la démocratie directe. De même que la démocratie directe est la forme qui assume l'autonomie ouvrière et qui tend à se transformer en démocratie révolutionnaire, la démocratie syndicale est la forme de contrôle, d'institutionnalisation et de cristallisation d'un pouvoir verticalisé et centralisé, l'étouffement de la démocratie ouvrière dans la spirale de la démocratie bourgeoise formelle.

Ce n'est pas par hasard qu'en même temps que le lancement des instruments de démocratie syndicale, les formes de répression les plus dures se développent contre les comités de base, les groupes extérieurs, les «Chinois». Simultanément, la démocratie syndicale a alimenté l'illusion d'une utilisation ouvrière du syndicat.

La CGIL et la CISL se partagent les tâches : tandis que la première mène la ligne du « centralisme démocratique » qui semble la mise à jour de l'État corporatiste (une démocratie de type nouveau, dit [le haut responsable du PCI Pietro] Ingrao, qui se développe sur une ligne ininterrompue allant des délégués de chaîne jusqu'à la présidence de la république), la CISL récupère, dans ses points les plus avancés, les contenus autonomistes et anarcho-syndicaliste.

3) La socialisation des luttes : c'est la transposition de la tension ouvrière de l'intérieur des usines à l'environnement social, où l'autonomie et la

démocratie directe semblent se trouver privées des outils adéquats.

Mais c'est aussi, et surtout, l'abandon d'un rôle radicalement nouveau du syndicat. Au-delà de la signification contingente de ces « luttes sociales », on suppose la construction d'une organisation de masse unitaire de la classe ouvrière (et encore « syndicale »). C'est une hypothèse qui donnerait un sens politique stratégique à cette réunification des gauches mise en avant par [le haut responsable du PCI Giorgio] Amendola et la droite du PCI.

Mais le terrain même de la socialisation peut être miné et très dangereux pour le projet politique, encore délimité de manière incertaine dans ses moments tactiques, de la classe réformiste au pouvoir. Parce que sa mise en œuvre entraîne une transformation radicale de toute la structure socio-politique italienne, provoquant ainsi des conflits de plus en plus vifs entre les forces (syndicat – partis – patronat - bureaucratie entrepreneuriale) qui sont impliquées.

C'est ainsi qu'apparaît superficiel le pessimisme de ces groupes extraparlimentaires, qui il y a quelques mois à peine apparaissaient si optimistes quant à la fonction « révolutionnaire » des luttes contractuelles.

Les mots d'ordre triomphalistes sur la classe ouvrière qui devrait « balayer » les syndicats pour « attaquer jusqu'au bout » le système des patrons et donc « faire la révolution en 80 jours », se sont transformés - précisément à cause de l'incohérence de l'hypothèse et de la pratique de ces groupes – en une reddition politique pleine de démotivation.

Que le syndicat se soit renforcé numériquement, que la logique contractuelle a nécessairement abouti à la gestion syndicale du contrat, que le poids organisationnel des syndicats a bloqué l'initiative des Comités Unitaires de Base, des groupes d'étude et des groupes externes ne signifie pas que la lutte des classes ait reflué, mais seulement qu'elle a assumé et tendra toujours plus à assumer de nouvelles formes d'expression.

C'est justement au cours des contrats que les syndicats ont été soumis à des contradictions

irréconciliables dans une logique interne: la contradiction entre la mobilisation de la droite ouvrière et la tentative de récupération de la gauche, entre la prétendue délimitation revendicative de la lutte et la proclamation de sa signification politique, entre la manipulation de la démocratie ouvrière et son véritable élan subversif, entre la nécessité de garantir au patronat des périodes de trêve syndicale et la « conquête » de la négociation articulée, etc.

Les contradictions conflictuelles, entre les forces qui régissent le système, et les contradictions antagoniques, constituent aujourd'hui, dans le monde du travail, un enchevêtrement, la tâche de la gauche ouvrière organisée étant de le faire exploser.

Au cours des luttes contractuelles, le PCI a gardé le silence, se limitant à appuyer l'initiative syndicale, fournissant avec ses militants une aide massive à la répression dans l'usine, qualifiant l'Unità [l'organe du PCI] de journal syndical, se faisant porteur, dans les situations concrètes, d'une attitude substantiellement modérée.

Cette ligne a provoqué une certaine controverse à l'intérieur, surtout parmi les cadres intermédiaires et les dirigeants locaux, craignant que la prédominance des syndicats et des syndicalistes ait vidé la fonction du Parti et de son appareil.

À la base, le discours unifié rencontra la résistance amère des vieux staliniens, incompatible avec la collaboration avec les « traîtres » d'hier. Mais en cette période de faible initiative externe du parti, elle a consolidé l'unité interne en vue du cycle des luttes politiques qui l'attendent en vue de la nouvelle majorité et de l'opération complexe qui la sous-tend.

L'occasion a été principalement offerte par le débat sur la question du Manifesto, qui a eu lieu à tous les niveaux et dans toutes les instances. Ainsi, le groupe hégémonique du PCI a défini sa stratégie qui, si elle exclut la participation gouvernementale à court terme, pose la question d'une nouvelle majorité dans le cadre d'une restructuration du système qui devrait éviter des mésaventures comme celle qui arrive aux socialistes.

Le PCI est indisponible, c'est-à-dire indisponible

pour une opération purement parlementaire mais déclare, dans cette position quasi unanime de manière interne, sa pleine disponibilité à un changement de régime qui devrait remplir certaines des exigences historiques du mouvement ouvrier italien et qui pourrait permettre au capital avancé de rapidement s'insérer dans le nouveau cadre économique international.

Se prépare ainsi le bloc entre exploitation économique et exploitation politique de la classe ouvrière, à l'intérieur d'un système qui, pour souligner les différences par rapport aux précédentes expériences social-démocrates classiques, pourrait être défini comme le social-capitalisme.

### **L'Italie et l'aire européenne**

Ce serait une grave erreur de considérer les éléments fondamentaux de la stratégie syndicale: l'unité, la démocratie syndicale, la socialisation, comme de simples outils répressifs et défensifs.

Le mouvement spontané des masses qui monte impétueusement en puissance dans la zone européenne ces deux dernières années a forcé le système à accélérer le processus de restructuration économique, politique et culturelle que les parties les plus avisées du capitalisme international ont depuis longtemps jugé nécessaire et fonctionnel au développement des structures productives.

Comprendre les dimensions, la portée historique, les lignes de développement, et surtout les contradictions que ce processus est destiné à susciter, signifie sortir du remâchage générique des analyses « historiques » du mouvement ouvrier et de l'angoisse des évaluations strictement « nationales ».

La « symétrie sociale » de [Willy] Brandt [le chancelier allemand], la « société entreprise » de [Woodrow] Wilson, les propositions gaullistes de gestion sociale et la « voie italienne au socialisme » de [Luigi] Longo sont les formes spécifiques et nationales de la restructuration générale de l'espace économique-politique européen.

Pour cela, sont appelés à collaborer les forces politiques hétérogènes qui, dans la lutte contre les

mouvements de masse spontanés, ont proprement découvert de bout en bout l'affinité de leurs intérêts et la nécessité et la possibilité de converger pour un temps limité.

La partie la plus avancée du capital international et les organisations du mouvement ouvrier ont entamé un processus d'alliance objective qui a comme fait émergé une nouvelle assise structurelle de la société et de l'État.

Un processus qui se développe à travers des contradictions sérieuses, qui déforment verticalement le corps social tout entier et qui tend à créer des tensions - pensez à toute « l'affaire » de la bombe de place Fontana [attentat fasciste faisant 16 morts et 88 blessés] - qui peut amener la société au bord de la guerre civile, et peut-être au-delà.

Ainsi un processus - imposé au capital par les lois objectives mêmes de son développement - visant à garantir la paix sociale par l'utilisation sociale des salaires et l'institutionnalisation de la lutte des classes tend à se renverser dialectiquement en son contraire : dans la crise des structures politiques de l'État, Énoncer, dans le déséquilibre des institutions, dans la conflictualité interne la plus radicale du haut jusqu'à la base du système.

Assumer aujourd'hui l'espace politique européen comme un espace politique unitaire ne signifie pas faire une abstraction idéologique, mais reconnaître la réalité d'une situation tendancielle homogène, tant sur le plan du développement des forces productives que sur le plan général de la société politique.

Il y a, indubitablement, quelques différences importantes, mais elles semblent plutôt correspondre à différents stades de développement qu'à des lignes de tendance divergentes.

Sont connus les principes de la politique étrangère régissant l'administration Nixon : à la bipolarité militaire (États-Unis, URSS) correspond à la multipolarité politique, par laquelle relève de l'Europe de l'Ouest la gestion des rapports économiques et politiques avec l'Europe de l'Est et certains des pays africains.

Cela devrait permettre aux États-Unis et à l'Union soviétique d'établir une relation de coopération afin de garantir « l'ordre international ».

Ce qu'on entend par ordre international en ce sens est bien connu : unification du marché mondial, division contrôlée des zones d'exploitation, blocage de la tension révolutionnaire, programmation de la répression.

Dans le contexte de cette sainte-alliance États-Unis-URSS et de ses fonctions en Europe, quel est le poste confié à l'Italie?

Les dernières années ont accru la force politique du parti communiste : la mise en place de l'unité syndicale, la pression de l'autonomie ouvrière, la flexibilité tactique du parti, son enracinement dans les centres de pouvoir fondamentaux comme les autorités locales, la faiblesse de la classe politique directement liée à la bourgeoisie, le retard structurel même de l'Italie par rapport aux exigences du capitalisme avancé, posent de manière objective l'exigence d'une « nouvelle majorité » axée (avec participation directe ou l'appui extérieur diversement configuré) sur le PCI.

Cela pourrait servir de banc d'essai pour une coopération plus étroite entre les États-Unis et l'URSS, une expérience qui aurait beaucoup plus d'importance que la coopération finlandaise et qui contribuerait de manière décisive à la mise en œuvre du projet politique décrit ci-dessus.

Une fonction analogue, mais dans un mode et une époque différentes, peut avoir le rapprochement entre la République Fédérale Allemande et la République Démocratique Allemande, entre [le chancelier ouest-allemand Willy] Brandt et [le dirigeant est-allemand Walter] Ulbricht.

Mais c'est en Italie que les contradictions semblent exploser avec le plus de violence. L'effondrement de la droite politico-économique (de Costa au PSU) et de la gauche (d'Agnelli à Longo), ou plutôt aux tendances dont ils sont les représentants, parce qu'il est clair que les camps sont loin d'être définis et irréversibles, étant violent et tendant à se radicaliser de plus en plus.

Une petite idée de la dureté de l'affrontement ont été les événements liés à la mort du policier Annarumma [mort parallèlement à une manifestation étudiante] dans la Via Larga et le déclenchement de la bombe à la Piazza Fontana. Les coups ne sont pas épargnés.

La vieille droite se déplace pour les funérailles des flics, tendant à créer un climat de lynchage des « extrémistes », mais visant principalement le Parti Communiste. La bombe a explosé et une incroyable chasse à l'homme a été faite, tandis qu'on reparler d'un coup d'État. Le PCI et ses alliés ont recours à un haut « esprit de la Résistance ».

Les voix partant du président de la république (article de l'Observer) commencent par des dénégations indignées, la même enquête sur l'attaque semble montrer l'incertitude, les fractures et les contradictions qui passent à l'intérieur des institutions étatiques.

Viennent ensuite les dénonciations des grévistes et des syndicalistes, qui à part leur aspect « spectaculaire », révèlent les tensions existantes et menacent de créer des tensions encore plus graves.

Ce sont les formes d'une guerre civile latente, implicite ; ce sont les aspects initiaux d'une période politique qui sera caractérisée, pas besoin d'être un prophète pour le prédire, d'un combat qui va investir l'ensemble de l'Europe, mais principalement l'Italie, entre une ligne de droite qui est inspirée des méthodes de la droite internationale (du coup des colonels grecs aux attentats contre Kennedy, aux solutions juridiques autoritaires) et une ligne « de gauche » engagée dans la restructuration social-capitaliste de la société.

### **Caractéristiques essentielles du projet social-capitaliste**

Cette nouvelle phase de l'organisation sociale capitaliste tend à créer une vieille utopie de la bourgeoisie: la capacité de planifier le travail de la main-d'œuvre à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine au moment de la production, de la consommation et de toutes les expressions de la vie sociale et les relations humaines.

Dans la phase actuelle du développement capitaliste, l'ancienne combinaison de réforme et de répression, composée au sein de la démocratie formelle bourgeoise, ne suffit plus.

Cette nouvelle phase de l'organisation sociale capitaliste tend à réaliser une vieille utopie de la bourgeoisie : la possibilité de planifier le comportement des prolétaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine, au moment de la production comme dans celui de la consommation et dans toutes les expressions de la vie sociale et des rapports humains.

Dans la phase actuelle de développement, la vieille combinaison de réforme et de répression, composée à l'intérieur de la démocratie formelle bourgeoise, ne suffit plus.

La centralisation du pouvoir nécessaire à la gestion du capitalisme avancé réduit toujours davantage les espaces de pouvoir réel à « concéder » aux cadres dirigeants subordonnés, le dynamisme vertical élimine les couches intermédiaires et le choc de classe tend à se produire sur un mode net et radical entre une bourgeoisie qui a épuisé toute possibilité d'expression sociale globale (c'est-à-dire ne plus plus se présenter comme « porteuse » des idéaux démocratiques, nationaux, de valeurs éthiques ou culturelles) et un prolétariat urbain qui s'étend à la majorité de la population active.

Sur ce point il est nécessaire pour le système que la contestation sociale soit organisée et canalisée, préparant une solution qui sauvegarde les présupposés non renonciables de la société de l'exploitation et accueille en même temps les exigences populaires de mutation du cadre institutionnel général.

Cela signifie d'un côté la reconnaissance ouverte de la dynamique de classe, et de l'autre l'institutionnalisation de la lutte de classe, la réduction des intérêts antagoniques dans le cadre d'une logique de conflictualité interne.

Le conflit est ensuite mené selon des règles précises (réglementation des grève, des manifestations, tolérance envers la contestation et à la dissidence)

pour maintenir le conflit de classe dans les canaux de la contractualisation du prix économique, politique et culturel de la force de travail.

Au réformisme passif mis en place pour atténuer les contradictions lorsqu'elles se sont déjà transformés en lutte sociale, se substitue un réformisme actif qui favorise les luttes, sollicitant le développement en contrôlant son résultat.

Le réformisme ne se pose plus comme un résultat des luttes (plus ou moins possibles), mais en est la condition même.

Cela signifie que les luttes doivent avoir lieu (et ont déjà été partiellement réalisées pendant les luttes contractuelles) sur une scène [de théâtre] fixe avec des parties et des protagonistes fixes.

Cette restructuration globale de l'agencement sociopolitique capitaliste, qui a comme agent la dynamique contrôlable du réformisme actif, se manifeste comme une extension artificielle des limites de la « légalité » bourgeoise, jusqu'à la récupération formelle des instances produites par l'autonomie ouvrière.

En ce sens, le projet social-capitaliste coïncide avec la stratégie « révolutionnaire » du PCI : l'extension progressive des limites de la légalité jusqu'à l'imposition d'une utilisation sociale des structures capitalistes.

Alors le parti et le syndicat se préparent à mettre en place une série de luttes au niveau social, réformiste dans le contenu, radical dans la forme : lutte pour une politique des transports publics (nous ne payons pas le ticket sur le tram), lutter pour restructurer le système de sécurité sociale (nous ne payons pas le médecin) ou encore la grève des loyers pour obtenir le juste prix.

Il apparaît comme évident que de telles luttes, plutôt que d'affecter la substance des conditions d'exploitation des masses travailleuses, tendent à rendre adéquate la société du capitalisme tardif au développement des forces productives et à insérer de plus en plus les masses dans l'aire du consensus.

Le système peut en fait tranquillement décider

aujourd'hui que le transport et l'assistance médicale soient gratuits, établir des prix équitables pour le logement ou pas d'inflation pour les prix : c'est le prix qui doit être payé pour garantir la paix sociale.

Ce qui ne peut absolument pas être toléré, c'est que la forme de la lutte se transforme en contenu (que l'attaque « violente » contre les briseurs de grève se transforme en attaque violente à la structure du pouvoir), car à ce stade, ce serait... la révolution.

L'attaque contre le réformisme est aujourd'hui la seule condition pour la défense et le développement de l'autonomie prolétarienne : quand le réformisme devient l'instrument principal (à côté de la répression) pour bloquer le développement de l'autonomie prolétarienne, cesse alors toute justification pour une stratégie tactiquement « réformiste ».

C'est ce que n'ont pas encore compris beaucoup de gens qui continuent à cultiver l'entrisme syndical (surtout dans la FIM-CISL, aile contestatrice des syndicats) mais aussi une partie de [l'organisation étudiante] Movimento Studentesco, qui derrière un langage marxiste-léniniste-maoïste cache une tendance opportuniste qui doit être combattue de la manière la plus radicale.

Ce qui assure au capitalisme la survivance de sa substance est, d'une part, une organisation plus capillaire du consensus, d'une part la centralisation du pouvoir qui s'exprime principalement par la répression globale.

Les vieilles formes d'organisation du consensus, de la publicité aux instruments de communication de masse, ne sont en soi plus suffisant plus pour un tel contrôle capillaire et direct de ce qui est requis par la phase capitaliste actuelle.

La centralisation extrême du pouvoir (pour laquelle la grande majorité des gens sont aliénés de toute possibilité réelle de décider de la vie individuelle et publique) risque d'isoler les gestionnaires et de créer un abîme que seule la révolution pourrait combler.

L'organisation du consensus doit donc résoudre ce problème, acquérant toujours davantage un

caractère dynamique.

Il ne s'agit plus seulement d'assurer un consensus ou une acceptation passive à l'égard de l'organisation sociale existante, mais d'utiliser les instances de base pour mettre en œuvre les « réformes structurelles profondes » qui trouvent consentants et objectivement alliés le Parti Communiste, les syndicats, les classes entrepreneuriales progressistes, le capital financier international « avancé ».

Les objectifs fondamentaux sont de créer une fracture profonde entre le contenu politique propre à l'autonomie prolétarienne et le faux mirage de la société du bien-être, d'empêcher que la démocratie directe se développe vers des formes de démocratie révolutionnaire, en la manipulant dans des structures de démocratie formelle, de réaliser une alliance structurelle entre exploitation économique et exploitation politique, entre capital et réformisme.

La tendance est donc vers une société totalitaire où la centralisation du pouvoir, l'organisation du consensus, la rébellion institutionnalisée, la légalité répressive se combinent parfaitement en tant que parties d'une mosaïque.

Mais, comme on l'a déjà dit, il ne s'agit que d'une utopie grotesque.

### **3. Des « luttes sociales » à la lutte sociale**

Les syndicats et les partis ont proclamé que c'est le moment des luttes sociales. Les poussées du mouvement de masse et la nécessité pour les organisations révisionnistes de passer à une étape supplémentaire de montée au pouvoir coïncident.

Cela ouvre un nouvel espace politique que les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier s'approprient à occuper dans leur intégralité, proposant un contenu très ouvert et ambigu : le logement, le coût de la vie, l'assistance médicale, la défense des garanties constitutionnelles, etc.

Les formes de lutte imposées sont celles qui garantissent le mieux le contrôle bureaucratique : la mobilisation générale comme coïncidence temporelle des luttes (lutter tous, partout dans la même journée), l'unité vue comme l'unité des sigles,

même avec l'Action Catholique.

Le but est de susciter un mouvement d'opinion et un débat parlementaire qui mette en crise l'action du gouvernement et freine l'éventuelle involution vers la droite.

Le prolétariat se trouve devant un niveau supérieur de lutte : l'attaque contre les conditions d'exploitation générale dans la société.

L'adversaire n'est plus, si jamais celui semblait ainsi, le patron individuel, mais le système des patrons.

L'obstacle n'est plus le contrôle syndical des luttes, mais le système d'intégration complexe qui se présente sous l'aspect d'une nouvelle légalité (statut des travailleurs, etc.).

Les provocations répressives ne sont plus les griffes d'Agnelli et de Pirelli, mais un plan préétabli de la droite nationale et internationale.

C'est pourtant précisément par rapport à ce niveau de lutte supérieur que le moment spontané peut atteindre « la maturité d'un véritable mouvement révolutionnaire ».

C'est à la gauche prolétarienne, au noyau d'avant-garde qu'elle a exprimés, de saisir la véritable dimension du conflit, de généraliser son contenu, de trouver dans la pratique la médiation capable de faire assumer à la lutte revendicative les traits de la lutte de classe.

La condition salariale, essence de la condition sociale

Nous arrivons donc au centre de nos problèmes, à savoir l'identification du contenu politique unificateur, capable de dénoncer l'exploitation telle qu'elle se manifeste tout au long de l'entière journée naturelle et pas seulement au moment fondamental de la journée de travail.

En ce sens devrait être repris l'indication stratégique de Marx : « Au lieu du mot d'ordre conservateur: « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: « Abolition du salariat ». [Salaires, prix et profit] »

Il doit être repris en particulier parce que les conditions matérielles d'aujourd'hui existent pour sa réalisation. Dire que les conditions matérielles existent pour la disparition du travail salarié signifie:

1) que le niveau des forces productives matérielles est tel qu'il permet l'abolition, tandis que la structure politique et sociale (social-capitaliste-impérialiste) du système exige, pour sa propre survie, que les rapports de production restent tel qu'ils sont.

2) Que le niveau des forces productives réelles-révolutionnaires est en croissance progressive et exige, même si pour le moment sur un mode contradictoires et dispersé, que les rapports de production soient supprimés.

Le refus de la condition salariale (condition sociale et politique avant d'être économique), le refus de la contractualisation de cette condition, sont la base de notre discours révolutionnaire.

Une attaque mondiale contre la condition sociale est, en premier lieu, une attaque contre la structure politique des salaires et les mécanismes qui la lient tant à la productivité qu'à la consommation.

L'hypothèse sous-jacente est la suivante: l'élément objectif capable de définir le prolétariat à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine est la structure politique du salaire. La thèse selon laquelle le travailleur et le technicien sont le seulement dans l'usine et que hors d'elle ils deviennent des « citoyens ».

La socialisation des luttes se présente avec toute sa prégnance comme attaque contre l'organisation du travail et aux conditions salariales dans l'usine, à l'école et dans la société.

Même dans les luttes « sociales », l'autonomie prolétarienne trouve sur son chemin les tentations du syndicalisme ascendant, c'est-à-dire la proposition d'objectifs revendicatifs alternatifs à ceux mis en avant par le PCI et les syndicats. Tentations menant au désastre ; l'initiative ouvrière a déjà fait justice dans l'usine à cette fausse ligne politique, mais dans les luttes sociales, elle est à nouveau exposée avec ses pièges: des propositions démagogiques, humanitaires, mobilisatrices.

L'atteinte à la condition salariale se présente donc à l'autonomie prolétarienne comme contenu fondamental des luttes sociales, capable d'engager tous les contenus individuels de l'inconfort social, tous les moments individuels de l'exploitation globale.

L'atteinte à la structure politique des salaires dans sa double face salaire - productivité et salaire - consommation permet non seulement de lier l'exploitation dans l'usine à l'exploitation en dehors de l'usine, mais elle génère un processus de conscience qui, loin de s'arrêter à la contractualisation des problèmes individuels, met le prolétariat face à toute sa condition et impose le choix décisif : ou acceptation de l'exploitation ou rejet de la société capitaliste.

Afin de ne pas tomber dans une vision idéaliste, nous devons préciser que ce processus de conscience ne mûrit pas à travers des sermons, des débats, des discussions et des tracts, mais seulement à travers la lutte.

Le prolétariat, mobilisé pour résoudre ses problèmes dans l'usine, à l'école et dans la société, a la grande opportunité de prendre conscience que sa capacité à rejeter et à lutter n'est gagnante que si elle est générale, continue, organisée.

Cela signifie que l'autonomie est un enjeu que la classe ouvrière, les techniciens, les étudiants jouent dans ces années sur un mode peut-être définitif. Autrement dit, si nous ne sommes pas en mesure d'opérer le saut qualitatif allant de l'attaque aux conditions d'exploitation de la condition d'exploitation dans l'usine et dans l'école à l'attaque des conditions d'exploitation dans la société, dans la ville, nous marcherons à grands pas vers la cage que le capital a préparée.

Notre vrai problème n'est donc pas tant l'extension horizontale quantitative de la lutte (de la lutte d'usine pour un meilleur salaire à la lutte sociale pour la défense du salaire), mais un saut politique de la lutte, qui en même temps défend et étend le niveau d'autonomie durement conquis dans ces dernières années de lutte.

Étendre la lutte continue des centres productifs à la société, des manifestations de l'exploitation directe aux manifestations globales de l'exploitation, réaliser cette extension en comprenant tous les termes, toutes les contraintes et tous les problèmes que la nouvelle aire sociale de la lutte pose à l'autonomie, est la condition pour que l'exigence exprimée par les luttes, l'exigence d'une organisation révolutionnaire, se traduisent en réalité opérante.

### **Paix sociale et répression**

Il est de plus en plus souligné que le salaire est en premier lieu une variable politique : il rémunère, en fait, non seulement le travail humain dans sa forme immédiate ou « le temps de travail nécessaire », mais plutôt, à travers une série de médiations appropriées, une exigence essentielle du système: la paix sociale.

L'organisation d'un consensus de masse pour le système capitaliste est une exigence indispensable des patrons, et le syndicat, aujourd'hui plus que jamais, joue un rôle décisif dans cette direction.

La « paix sociale » est indispensable au système des patrons, outre que pour la raison évidente de préserver ainsi leur pouvoir, pour le niveau atteint par l'organisation technologique de la production, qui exige maintenant une programmation entrepreneuriale minutieuse du travail, pour le degré d'intégration des différents centres de production des entreprises multinationales (dont la programmation de la production est nécessairement rigide), pour les besoins du commerce extérieur dans un climat de forte compétitivité, etc.

La restructuration progressive du système capitaliste de production (concentration et centralisation monopolistique, haute intensité capitaliste, division internationale du travail) a comme pré-supposé fondamental une planification plus précise à long terme plus précise (2-5-10 ans), pour laquelle est indispensable que les variables en jeu soient le plus possible sous contrôle et prévisibles dans leurs changements.

La variable la plus difficile à contrôler et à prévoir est le comportement de la force de travail qui, dans

les systèmes de production avancés, même si elle n'intervient plus en tant que composante principale de la production et du travail (transféré aux machines), reste toujours l'élément essentiel pour que les machines produisent.

Pour le système, donc, réaliser la « paix sociale » signifie en fait empêcher la « variable force de travail » ait à exprimer, par conséquent, un comportement politique autonome.

La paix sociale, des niveaux de consommation plus élevés, une croissance programmée du niveau salarial, ne sont pas des « victoires » du prolétariat, mais marquent le passage au cycle d'exploitation global (phase métropolitaine du développement du capital et phase de la dimension impérialiste-mondiale de l'exploitation).

Cette phase plus mûre de la capitale, qui se prépare avec le « bond technologique » de notre pays, a comme revers nécessaire le « bond répressif » qui, on le voit déjà, tend à fermer tout espace à l'action développée par l'autonomie ouvrière organisée.

Mais c'est précisément dans la comparaison-confrontation de la répression que le système rend plus évidentes les contradictions qui le lacèrent.

Aujourd'hui, deux formes de répression coexistent, qui jouent entre elles une macabre concurrence :

a) la répression de vieux type, punitive, fondée sur la violence ouverte, sur les charges policières, sur l'usage terroriste des escadres fascistes : elle est au service de la droite (de la droite interne au pouvoir, solidement ancré dans les centres fondamentaux de la société et de l'État) et tend à directement impliquer les masses, dans une attaque qui affecte d'abord les noyaux autonomes, mais n'hésite pas à frapper les syndicats et les partis.

Ceux qui, d'ailleurs, sont victimes de leur propre logique parlementaire « pacifique », deviennent de plus en plus incapables de garantir aux masses au moins les garanties démocratiques formelles dont elles sont les plus fières.

Que 25 années depuis la libération, qu'après 25 années de « victoires » de la classe ouvrière (dont la

dernière est la victoire contractuelle), soit encore possible une répression indiscriminée contre la classe ouvrière, confirme pleinement, s'il en était besoin, la non-consistance de la « voie italienne au socialisme ».

b) la répression active, légale, technologiquement qualifiée. La pratique qui est la sienne est d'empêcher les actions réellement incisives du prolétariat, d'étouffer à sa naissance les initiatives au moyen des syndicats et du parti, et d'utiliser le bras armé seulement quand elles échouent dans leur démarche.

Même le bras armé de l'État bourgeois tend à assumer, lorsqu'il est contrôlé par la « gauche, des nouvelles caractéristiques et de nouvelles méthodes de travail : il tend à agir dans les limites de la loi en frappant les transgresseurs avec une combinaison de « gardiens de l'ordre » et système judiciaire.

Les applaudissements aux carabinieri lors des funérailles du policier Annarumma, mort lors des combats de Via Larga, sont la reconnaissance orchestrée d'une fonction des gardiens de l'ordre public et de la paix sociale, d'autres instruments organisant le consensus des masses populaires.

C'est la répression que le social-capitalisme tend à mettre en place.

Mais cette méthode entre en collision avec l'autre, plus grossière, provoquant des ruptures dans le système judiciaire, des forces d'ordre elles-mêmes, du maximum de législation de l'État.

La répression, et les organisations qui y sont préposées, n'apparaissent plus comme une fonction du système, et un de leur instrument, mais occupent une place centrale dans la vie politique italienne, constituant un moment organique.

Que l'actuelle vague de répression ait des caractéristiques complètement différentes des précédentes est admis par tous, même par les organisations révisionnistes.

Mais en quoi consiste cette diversité? Il nous semble que la répression actuelle est stratégique et non tactique.

Même la plus forte répression de l'après-guerre, celle liée au nom de [Mario] Scelba [ministre de l'intérieur de 1947 à 1955 élargissant et militarisant la police, instaurant des mesures violemment anti-communistes] n'était rien d'autre que l'instrument d'un système substantiellement solide pour défendre son équilibre interne de l'attaque de l'opposition.

La répression actuelle est plus directement liée à la contre-révolution mondiale, c'est-à-dire à la lutte armée du système capitaliste contre les mouvements de masse et les dangers d'une initiative révolutionnaire au niveau mondial.

Cela signifie que, bien que souvent se conserve le paravent de la démocratie parlementaire, le capital international a tendance à recourir à des formes dictatoriales de domination. Ainsi, la répression en Italie est objectivement une rupture de la légalité constitutionnelle même, promue par la droite qui passe à l'offensive.

Il s'agit en substance du déclenchement d'une guerre civile rampante, au cours de laquelle la lutte pour le pouvoir entre la « droite » et la « gauche » deviendra de plus en plus dure, même si elle tend à avoir lieu « sur la tête des masses », et avec la possibilité de compromis institutionnels (la république présidentielle, le gouvernement de l'ordre, les trêves syndicales ou politiques, etc.). C'est le dur terrain de lutte sur lequel que nous devons nous mesurer.

Restriction de l'espace politique et ouverture de l'espace révolutionnaire

Les luttes sociales proposées par les syndicats et les partis révisionnistes partent de cette prémisse : que les masses présentent leurs problèmes devant l'opinion publique et le parlement, afin que les organisations de gauche puissent gérer la solution partielle et sectorielle. C'est la pratique réformiste classique.

Mais le développement de la répression déplace les termes du problème. Le processus d'unification du marché mondial, la coopération entre les États-Unis et l'URSS, l'attribution d'une fonction précise à l'espace européen, ont provoqué et aggraveront toujours plus la fracture radicale entre la droite et la

gauche économique-politiques.

Il ne s'agit plus, pas même pour le mouvement ouvrier traditionnel, de faire face à des luttes particulières, justement des « luttes sociales », mais de faire face à une lutte globale, la lutte sociale.

C'est sur ce terrain que les médiations sont le moins possibles, la manipulation des masses le moins efficaces, que l'utopie social-capitaliste sociale révèle son caractère infondé.

La lutte sociale globale, qui, selon Marx, est la forme de la lutte propre au prolétariat, tend à se poser sur un mode toujours global, à se radicaliser : le terrain même sur lequel le PCI est le plus faible.

En fait, la stratégie togliattienne, qui aujourd'hui provient désormais avec cohérence de manière continue de la direction actuelle du PCI, a totalement exclu en tant que tel la globalité de l'affrontement (en acceptant comme donné le terrain de la démocratie bourgeoise) et sa radicalisation (conformément à la politique internationale de l'Union Soviétique).

L'appel à l'esprit de la Résistance est plus un signe de faiblesse réelle qu'une manœuvre pour l'usage et la consommation de l'opinion publique.

Il serait cependant absurde de ne pas tenir compte que les contradictions de classe passent par la violence au sein du mouvement ouvrier, et qu'au sein du PCI et du PSIUP, il existe de grandes forces prolétariennes disponibles pour faire face à la lutte sociale globale, c'est-à-dire révolutionnaire.

Cependant, il est également absurde de penser que le mouvement ouvrier traditionnel (c'est-à-dire une réalité historique avec son origine propre et avec un « destin » précis, si le matérialisme historique n'est pas une opinion) soit une sorte de réservoir vide à remplir avec différentes lignes politiques.

Le PCI n'a que deux alternatives : ou conclure la logique commencée en 1945 avec son insertion organique dans la gestion du pouvoir capitaliste, ou être balayé en tant qu'organisation politique dans une nouvelle situation historique, une lutte de classe dynamique qui rend impossible sa fonction d'

« exploitateur politique » de la classe ouvrière.

Les tâches des forces prolétariennes autonomes ne consistent pas à se poser en concurrence au PCI, dans la perspective d'une longue guerre de positions au cours de laquelle le « véritable » parti marxiste-léniniste devrait surgir, mais de lutter pour la fermeture de l'espace politique traditionnel coïncidant avec l'ouverture de l'espace révolutionnaire.

Les résultats de l'automne chaud : le contrôle syndical des luttes contractuelles et le déclenchement d'une répression active, ne sont pas un accident à oublier le plus tôt possible, ni une défaite définitive qui justifierait le pire opportunisme, mais le point de départ d'un processus portant la gauche prolétarienne de la revendication générique (les revendications peuvent être de n'importe quel type, politique, économique, culturel, mais restent toujours internes au système) à la spécificité de la lutte révolutionnaire.

#### **4. Mouvement de masse et organisation révolutionnaire**

Le mouvement des masses en Europe et en Italie a atteint un tournant décisif. Son développement spontané et impétueux a été arrêté par la manœuvre en tenaille de répression policière et de répression syndicale-partidaire. Ce qui s'est passé en France, en Allemagne et en Italie, à différents moments et de différentes manières, n'est pas un « cas défavorable », mais est le résultat de la logique même de la lutte des classes.

Il est nécessaire de comprendre clairement les termes du problème :

- n'a pas été défait le mouvement autonome du prolétariat européen, qui repose sur la contradiction fondamentale entre le développement actuel des forces productives et les rapports de production existant dans le régime capitaliste tardif, mais simplement la spontanéité et l'impulsion du mouvement.

- Les forces conservatrices ont appris de la réalité avant nous. De la répression « spontanée » de la

première phase (le simple patron, recteur, questeur qui s'arrangeait pour résoudre ses problèmes spécifiques), le système passa rapidement à une seconde étape, celle de la lutte continuelle, répressive, organisée au niveau national et international contre le mouvement autonome du prolétariat et contre toutes ses expressions directes et indirectes.

- L'autonomie prolétarienne n'a aujourd'hui plus qu'un moyen de se développer : s'organiser. Le saut du mouvement spontané au mouvement organisé n'implique pas l'abandon du contenu de l'autonomie prolétarienne, mais en constitue l'unique possibilité de développement.

- L'exigence d'organisation (perçu par tous) doit se traduire en une lutte pour l'organisation, qui doit se faire sur deux fronts : contre la répression globale du système, contre les tendances erronées au sein du mouvement.

- La lutte pour l'organisation doit être menée sur un nouveau terrain : celui de la lutte sociale globale. Le saut de qualité est double : du mouvement spontané au mouvement organisé, de la lutte à l'usine et à l'école à la lutte sociale globale.

### **L'autonomie prolétaire face au saut qualitatif**

L'autonomie n'est pas un mot vide, une auréole sur la tête du prolétariat, un mythe à vendre au marché des idées. L'autonomie s'exprime sous une forme politique, dans une partie définie du prolétariat qui a pu affirmer, au-dessus des divisions syndicales et partisans, l'intérêt réel de la classe exploitée.

Le mouvement ouvrier traditionnel, du moment qu'il s'est attaqué au noyau politique portant en avant la pratique autonome, a assumé la grave responsabilité historique de briser l'unité réelle du prolétariat (qui s'affirmait dans la lutte), lui substituant une unité fictive, relevant du simple slogan.

Tout en affirmant que « enfin la classe ouvrière est unie contre les patrons », il a tenté d'amputer la classe ouvrière de son d'avant-garde de lutte.

Avec le bâton de la répression et la carotte de la démocratie syndicale, avec les slogans de gauche et

la pratique conservatrice, l'offensive syndicale a conduit à la scission entre la droite et la gauche ouvrière.

La gauche ouvrière a tardé à comprendre ce qui se passait, victime elle-même du contenu de « l'unité » qui n'avait pas été suffisamment approfondi sur le plan théorico-pratique. Les noyaux politiques (Cub, Gds, groupes d'étudiants, etc.) ont tenté de se reconnecter spontanément avec la classe ouvrière, mais ont fini par trouver devant eux la droite déployée et organisée.

Un droite qui n'a pas du tout le contrôle réel de la situation, mais qui a su exploiter au maximum le terrain de lutte favorable (la lutte contractuelle) et qui a cyniquement mis en avant son indifférence (sous-estimant les périls à long terme).

La gauche, quant à elle, a commis quelques erreurs : dans certaines situations, elle s'est repliée sur elle-même, renonçant à la lutte, dans d'autres elle a radicalisé le conflit sur des contenus syndicaux, s'auto-isolant, dans d'autres elle a cherché des relations ambiguës avec les syndicats.

Les choses allaient de manière diverse à l'université et dans les écoles. La faiblesse organisationnelle des partis révisionnistes a imposé ici une tactique plus subtile et indirecte, fondée principalement sur les contradictions internes du mouvement étudiant : les contradictions entre le caractère autonome du mouvement et le contrôle exercé sur lui par les groupes bureaucratiques, son « intellectualisme » verbeux et l'absence d'une élaboration théorique au niveau des problèmes actuels, ses victoires tactiques et de l'absence de perspectives stratégiques.

Le PCI et les organisations néo-révisionnistes ont proposé une organisation, une théorie et une stratégie toutes faites. Cela a amené une fracture qui tendra à s'approfondir de plus en plus.

D'une part, la droite du mouvement, qui cache derrière la phrase « révolutionnaire » l'opportunisme objectif de ceux qui acceptent les règles du jeu, se justifiant par le fait que... les masses ne soient pas mûres (les ouvriers parce qu'ils sont sous l'hégémonie des partis et des syndicats, les étudiants

parce qu'ils n'ont pas encore acquis la conscience marxiste-léniniste); de l'autre, une gauche qui accepte le défi du système et tend à développer une lutte sociale globale qui a comme terme de référence l'autonomie prolétarienne.

La scission entre la droite et la gauche du prolétariat n'est pas un acte volontariste, qui ne concerne que quelques militants, mais reflète les niveaux non homogènes de la conscience des masses. La lutte décisive et implacable contre la droite prolétarienne est la condition de la conquête des masses à la lutte révolutionnaire.

Il est nécessaire de combattre l'« unitarisme » mal intentionné de ceux qui disent : nous sommes peu nombreux, nous sommes une minorité, alors ne vous battez pas entre vous ; nous acceptons les conditions du plus fort (la droite actuellement), et à l'avenir nous développerons les contradictions.

Dans le même temps, il est nécessaire que la lutte ne soit pas seulement idéologique, verbale ou menée au niveau des intrigues de corridors, mais qu'elle se développe au sein des luttes de masse, qu'elles soient un moment des luttes de masse.

L'extension de l'autonomie prolétarienne de l'usine et de l'école à la société n'est pas une opération quantitative, mais un saut politique fondamental.

La lutte continue contre la paix sociale, contre la légalité répressive, contre l'organisation du consensus, contre la dictature technopolitique social-capitaliste a un seul nom : la lutte révolutionnaire pour vaincre le pouvoir bourgeois.

### **Lutte révolutionnaire et « révolution »**

Le mot même de « révolution » a aujourd'hui un destin particulier : d'une part, il est abusivement employé pour définir tout événement ou toute attitude qui ne se conforme pas aux normes de la commune bourgeoise (par exemple chez les étudiants), d'autre part le terme même disparaît (par exemple dans la « vieille » classe ouvrière).

Définir a priori un processus révolutionnaire est impossible; en lui confluent tellement d'éléments que préfigurer en détail le développement signifie

faire œuvre de mystification plutôt que du travail scientifique.

Mais qui se réclame du marxisme révolutionnaire ne peut pas renoncer à saisir les lignes du processus révolutionnaire dans lesquelles il s'implique, ne peut pas renoncer à tracer une ligne stratégique, à apporter sa contribution à la création d'une théorie révolutionnaire dans la métropole.

*Note : au mot d'ordre « sans théorie, pas de révolution », il est nécessaire d'ajouter « sans théorie, pas d'organisation, ou plutôt pas d'organisation révolutionnaire ». Tout le monde est d'accord sur le principe, mais en pratique aujourd'hui, il y a deux tendances à combattre:*

*1) La pratique spontanée, qui tend à confondre la théorie avec sa propre pratique politique. C'est ainsi qu'une volonté révolutionnaire subjective se transforme en opportunisme objectif : la mesure de sa propre action devient le succès, réalisé à n'importe quel prix et au prix de n'importe quel compromis.*

*La lutte, n'importe quelle lutte, est surestimée ; l'étiquette la plus utile s'applique à eux.*

*On passe ainsi de victoire en victoire, le patron subit des défaites continues, les syndicats et les partis sont maintenant réduits à rien, la révolution est à portée de main !*

*Mais il est alors découvert que tout cela était un rêve les yeux ouverts ! Alors la crise du désespoir, du pessimisme, du renoncement. D'où sort une nouvelle vague de succès, de victoires, et ainsi de suite.*

*De cette façon, il est vrai, « on ne s'enferme pas à la maison pour étudier », on n'élabore pas de « théorie sur une table », mais on pense par lieu commun, on prend pour acquis de misérables parodies de « thèses politiques », on agit avec des yeux bandés terminant dans l'impasse de l'activisme. On finit par « faire de la politique » au lieu de « faire la révolution ».*

*2) L'idéologisme dogmatique. Cela fonctionne comme ça. La récitation de la litanie: « Marxisme,*

*léninisme pensée de Mao Zedong, adapté aux conditions historiques particulières".*

*Après cela, les alternatives sont au nombre de deux : soit on met le ml-maoïsme dans le tiroir et on navigue dans les eaux les plus calmes de la politique de couloir; ou on adhère à un parti se proclamant le seul véritable héritier de Marx, de Lénine et de Mao, et on s'attend à ce que les masses en soient convaincues.*

*Ces deux attitudes «théoriques» erronées ont une origine pratique: elles sont à la fois la base du pouvoir de la direction bureaucratique et dirigiste établie de façon parasitaire dans le mouvement de masse.*

*La croissance pratique et théorique du mouvement, sa transformation en un mouvement révolutionnaire organisé constituerait la fin d'un privilège qui prend souvent la forme de l'exploitation politique.*

*Nous croyons que le front de la lutte théorique est fondamental pour le développement du mouvement prolétarien.*

*La lutte est à deux niveaux : pour l'élaboration d'une théorie révolutionnaire dans la métropole (qui n'existe pas actuellement, bien que de nombreuses indications fondamentales soient contenues dans le patrimoine théorique du marxisme révolutionnaire), pour la propagande militante des idées justes et leur application dans l'autogestion des luttes du prolétariat.*

Il est nécessaire aujourd'hui de redéfinir le concept même de révolution, à la lumière des conditions objectives et du développement réel du mouvement autonome du prolétariat européen. Deux points semblent importants à souligner:

1) Processus révolutionnaire et non moment révolutionnaire.

Comme l'écrit le révolutionnaire brésilien Marcelo De Andrade : « Avant l'unification du capitalisme mondial par l'impérialisme yankee, le prolétariat avait l'occasion de s'armer par des moyens non armés, c'est-à-dire qu'il pouvait d'abord s'organiser politiquement et développer jusqu'à un certain point

la lutte politique et la violence non armée, pour ensuite profiter de la défaite sociale, politique et militaire des classes dirigeantes de leurs pays respectifs, pour s'armer et prendre le pouvoir..

Aujourd'hui, puisque la possibilité d'une guerre inter-impérialiste est historiquement exclue, une alternative prolétarienne de pouvoir doit être, dès le début, politico-militaire, étant donné que la lutte armée est la voie principale de la lutte des classes. »

Il est nécessaire de comprendre de fond en comble cette thèse, car elle est à la base de tous les mouvements révolutionnaires opérant dans le monde.

Dans la conception courante aujourd'hui en Italie du rapport entre mouvement de masse et organisation révolutionnaire, il y a implicitement l'image d'un processus de ce genre : d'abord nous développons la lutte politique, conquérons les masses à la révolution, puis, quand les masses sont devenues révolutionnaires, nous faisons la révolution.

D'où : aujourd'hui, il n'y a pas de conditions révolutionnaires objectives ; il ne reste plus à faire que de la politique d'une manière plus ou moins traditionnelle. L'objectif intermédiaire : la construction du parti marxiste-léniniste.

Est également implicite que la révolution en Europe ne peut que coïncider avec un moment insurrectionnel qui amènera le prolétariat au pouvoir.

Après la prise du pouvoir, se transforme la société. Les révisionnistes objectent : l'insurrection générale est une utopie ; il ne reste alors qu'à s'insérer à l'intérieur des structures du pouvoir bourgeois et à les transformer de l'intérieur.

En effet, l'hypothèse d'une insurrection généralisée est aujourd'hui illusoire. Mais cela ne signifie pas renoncer en tant que tel à la tâche des révolutionnaires.

C'est la réalité même qui nous enlève toutes les suggestions d'une fausse alternative. La dimension sociale de la lutte, et le point le plus élevé de son développement : la lutte contre la répression généralisée, constitue déjà un moment

révolutionnaire.

Le processus révolutionnaire tend à se développer dès le départ sur tous les plans: ce n'est pas un choix volontariste, mais une condition imposée par la réalité.

Quand on peut avoir quatre ans de prison pour ne pas avoir agressé un flic, un choix s'impose : soit on se réfugie dans le borbier du réformisme renoncateur, soit on accepte le terrain révolutionnaire de l'affrontement.

La bourgeoisie a compris de bout en bout la situation et se comporte en conséquence. La bourgeoisie a déjà choisi l'illégalité. La longue marche révolutionnaire dans la métropole est l'unique riposte adéquate. Cela doit commencer aujourd'hui et ici.

2) Processus révolutionnaire métropolitain. Il n'a pas été encore suffisamment compris ce que cela signifie pour développer un processus révolutionnaire dans une aire métropolitaine de développement capitaliste tardif.

Les modèles révolutionnaires du passé ou les zones périphériques sont inapplicables. Notre problème est aujourd'hui de prendre acte de la réalité dans laquelle nous nous trouvons à opérer ; la difficulté de cette recherche ne doit pas nous conduire à faire semblant d'être en Russie en 1917 ou en Chine en 1927. Il semble nécessaire de travailler sur un mode théorico-pratique sur ces points :

a) Dans les aires métropolitaines nord-américaines et européennes, il existe déjà les conditions objectives pour la transition vers le communisme : la lutte est essentiellement la révolte pour créer les conditions subjectives.

Cela implique que le prolétariat doit porter en avant d'un mode direct sa révolution, et qu'on ne peut plus, comme cela est arrivé dans le passé, engager sa propre action sur des objectifs essentiellement bourgeois : la démocratie parlementaire, l'indépendance, l'unité nationale, le développement industriel, etc.

Les révisionnistes ont aujourd'hui assumé la défense de ces valeurs ; notre problème est d'attaquer par

rapport un objectif directement révolutionnaire : renverser le système de pouvoir bourgeois et transformer l'essence même du pouvoir (autoritaire, centralisé, hiérarchique, répressif, manipulateur, etc.).

b) Le rapport muté (par rapport au capitalisme classique) entre la structure et la superstructure, qui tend de plus en plus à coïncider, fait que le processus révolutionnaire se présente aujourd'hui comme à la fois global, politique et « culturel ».

Ce qui signifie que mutent substantiellement les rapports entre le mouvement de masse et l'organisation révolutionnaire, et par conséquent viennent également à muter radicalement les principes d'organisation.

*Note – S'impose sur ce point une critique au « parti marxiste-léniniste » tel qu'il est compris, ou mal compris.*

*Se réclamer du marxisme révolutionnaire signifie aujourd'hui développer le patrimoine théorique du mouvement ouvrier et le faire accomplir le saut dialectique que la réalité impose. Selon Marx, le parti politique du prolétariat coïncide avec l'ensemble du prolétariat (qu'il soit « révolutionnaire ou non »).*

*Cela n'empêcha pas Lénine de développer, en des temps et sous des conditions différentes, la théorie du parti bolchevik qui est l'avant-garde du prolétariat, ni Mao de promouvoir la révolution culturelle qui, dans son essence, est la proposition d'une nouvelle forme d'organisation prolétarienne.*

*La tradition marxiste est pour nous un point de référence, un héritage à partir duquel puiser, mais elle ne doit en aucun cas nous paralyser face à nos tâches actuelles.*

*Pour en venir au spécifique. Les fondements du parti léniniste sont au nombre de trois :*

- 1) distinction entre le moment économique et le moment politique ;*
- 2) distinction entre les luttes de la classe ouvrière et*

*la conscience socialiste dont les intellectuels sont les dépositaires ;*

*3) distinction entre l'avant-garde et les masses.*

*Aucun de ces trois éléments n'est présent dans la réalité actuelle de l'aire métropolitaine européenne.*

*Mais nous devons faire une déclaration claire : le dépassement du parti ne peut pas consister en le retour aux formes que le léninisme a surmontées : l'ouvriérisme, la spontanéité, l'économisme, le terrorisme.*

*Surmonter le parti n'est pas un travail fait sur le coin d'une table, qui peut être épuisé dans la recherche de formules, mais est une œuvre collective pour la recherche d'une nouvelle forme organisationnelle, le développement et le dépassement des formes organisationnelles embryonnaires actuelles assumées par l'autonomie prolétarienne.*

c) Le terrain essentiellement urbain de la lutte. Une donnée objective : en 1961, 14 481 000 Italiens étaient concentrés dans huit zones urbaines ; on s'attend à ce que d'ici 2001 le chiffre soit de 29 153 000 personnes, soit la moitié de la population totale.

Ce chiffre statistique correspond à une donnée politique : la ville est aujourd'hui le cœur du système, le centre organisateur de l'exploitation économique-politique, la vitrine où est exposé le « plus haut point », le modèle qui devrait motiver l'intégration prolétarienne.

Mais c'est aussi le point le plus faible du système: là où les contradictions apparaissent plus aiguës, où le chaos organisé qui caractérise la société capitaliste tardive apparaît comme le plus évident, où les clivages politiques fendent verticalement tout le tissu social.

C'est sur ce terrain que le prolétariat moderne émerge le plus impétueusement, où il prend conscience de son unité.

C'est ici, dans son cœur, que le système est frappé.

La ville doit devenir pour l'adversaire, pour les hommes qui exercent aujourd'hui un pouvoir de plus

en plus hostile et étranger aux intérêts des masses, un terrain dangereux : chacun de leur geste peut être contrôlé, tout point de vue dénoncé, toute collusion entre pouvoir économique et pouvoir politique mise à découvert.

« Agir dans les masses comme des poissons dans l'eau » signifie pour nous d'empêcher le pouvoir d'avoir une image précise de sa force, le chasser de sa tanière et se retourner contre lui et ses représentants (ou contre une personne qui assume sur un mode conscience ou inconscient sa défense, et se rend complice) de toute la violence qu'il crache de manière ininterrompue contre la grande majorité du peuple.

À la violence globale d'un système qui tend à contrôler les citoyens dans chacun de ses actes publics et privés, il est nécessaire d'opposer l'engagement global du révolutionnaire, capable de transformer chacun de ses gestes, chaque lieu de travail ou de résidence en un centre de lutte.

La révolution culturelle d'aujourd'hui fait corps avec la révolution politique : à cette opposition globale qui est capable de transformer en force son immense supériorité politique, culturelle et morale, le système ne peut seulement opposer que le poids de son oppression, de son chantage, de sa corruption.

Avec ces armes, aucun système n'a jamais réussi à survivre.

### **Le niveau d'organisation dans la situation actuelle**

Les caractéristiques de la situation actuelle peuvent être résumées comme suit :

Les luttes particulières, spontanées ont épuisé leur fonction entraînant. La dimension réelle de l'affrontement est aujourd'hui sociale, globale ; son point culminant est la lutte contre la répression, qui est la lutte contre la violence globale du système, et donc déjà directement révolutionnaire.

Les organisations révisionnistes sont incapables de descendre sur ce terrain : l'appel en référence à la Résistance à la légalité constitutionnelle, la tactique défensive, dénonce en pratique la « voie italienne au

socialisme » pour ce qu'elle est : une stratégie réformiste pour l'inclusion du prolétariat dans l'aire de l'hégémonie bourgeoisie économique-politique.

Pratiquement, cela signifie qu'à l'avenir, de plus en plus, les organisations syndicales et le parti « ouvrier » apparaîtront aux masses pour ce qu'ils sont et se révéleront incapables de faire face à l'offensive capitaliste.

D'autre part, les forces révolutionnaires subjectives se placent dans l'affrontement dans un état d'extrême faiblesse : cette faiblesse, théorique et pratique, s'exprime d'une manière éclatante sur le plan organisationnel.

L'« attente du Parti » paralysante et la pratique essentiellement spontanéiste constituent un cercle vicieux qui s'exprime dans la fausse alternative entre :

- La controverse institutionnalisée, c'est-à-dire les luttes particulières qui sollicitent des solutions particulières, les « révolutions culturelles » qui s'appuient sur la tolérance du système, les manifestations « ordonnées et pacifiques » derrière les slogans pseudo-révolutionnaires masquant le reddition au réformisme.

- L'extrémisme spontanéiste qui s'exprime par la radicalisation du contenu politique réformiste lui-même.

Ils demandent plus d'argent, plus de liberté à l'usine, plus d'énergie dans la lutte contre la répression, dans l'illusion de battre les syndicats et le parti dans cette « course aux surenchères ».

Ces positions sont justifiées par un seul argument : que les masses ne sont pas préparées à affronter le niveau de confrontation au niveau imposé par le capital.

Évaluation qui contient une double erreur : d'une part, une mythification des masses, les considérant capables de faire spontanément face (un jour ou l'autre) à la lutte révolutionnaire ; de l'autre, la sous-estimation des masses, les considérant incapables de comprendre les termes d'une lutte révolutionnaire, qui est la tâche à entreprendre par l'avant-garde.

*Note - il est nécessaire de distinguer entre :*

*Masses : elles sont constituées par la soi-disant « majorité silencieuse » manipulée et manipulable, victimes d'une oppression qui les ramène au niveau de « l'opinion publique », principal champ d'intervention de l'organisation du consensus.*

*[Le socialiste Pietro] Nenni, par exemple, a justifié le centre-gauche avec un argument plus ou moins de ce genre : les masses d'aujourd'hui veulent atteindre un niveau de consommation plus élevé, et elles ont peur de changer radicalement la société ; moi-même, socialiste, qui suis toujours avec les masses, j'œuvre à créer la société du bien-être.*

*Mouvement de masse : c'est l'élément dynamique dans lequel la lutte de classe s'exprime immédiatement en termes de conflictualité entre la force de travail et les donneurs de travail, entre les classes dirigeantes et les subordonnés, entre les oppresseurs et les opprimés.*

*Par rapport au mouvement de masse, les attitudes peuvent être de deux types : ceux qui exploitent le mouvement, restant essentiellement à sa queue, ceux qui interprètent les besoins les plus profonds, encore latents et inexprimés, et œuvrent subjectivement à un débouché révolutionnaire de la lutte.*

*C'est la distinction, ancienne comme le mouvement ouvrier, entre réformistes et révolutionnaires. L'alibi des réformistes a toujours été : les masses ne sont pas mûres. En réalité, il est absurde de demander aux masses une maturité que la soi-disant « avant-garde » ne parvient pas à exprimer.*

*Organisation révolutionnaire : c'est l'organisme politique exprimé par les contenus le plus avancés du mouvement de masse, son plus haut degré de conscience collective.*

*Qu'il ne puisse pas et ne doive pas « se détacher des masses » est bien entendu évident ; mais il est également vrai que cette unité masse – organisation révolutionnaire est une unité dialectique, le fruit d'une lutte, non une donnée existant a priori amenant à manquer à celle-ci en restant stagnant.*

*Se soumettre à la spontanéité du mouvement, c'est*

*rester en fait stagnant. Il peut être important de se rappeler que pendant la Révolution chinoise, l'ancienne incitation des officiers « Allez de l'avant », a été remplacée par la plus correcte « Venez en avant ».*

*Le corps politique qui n'est pas en mesure de se tourner vers les masses avec la devise « Venez de l'avant » est la parodie ridicule, verbalement révolutionnaire, des partis révisionnistes.*

Nous devons poser le problème en des termes concrets.

Quel niveau d'organisation est aujourd'hui possible et nécessaire? Il est utile de comparer ce moment avec la phase initiale des luttes spontanées de 1968-1969.

Comme alors devaient « s'inventer » les voies et les outils organisationnels capables de contenir et d'exprimer le nouveau discours politique de l'autonomie, de sorte qu'aujourd'hui se réalise un saut qualitatif nécessaire dans le développement des structures organisationnelles, capable de correspondre à la nouvelle perspective de lutte : la lutte sociale généralisée contre la société capitaliste.

L'outil organisationnel, pour ne pas devenir un joug bureaucratique, doit toujours être fonctionnel par rapport au contenu et aux objectifs politiques que l'on veut poursuivre.

Les Cubs, les Gds, les mouvements d'étudiants de base, etc. avaient une fonction : être les instruments de la renaissance du mouvement autonome du prolétariat, à travers des luttes autodéterminées et auto-dirigées.

L'aire politique de cette lutte était essentiellement dans l'école et dans l'usine, c'est-à-dire dans les institutions. L'outil organisationnel ne pouvait donc pas être interne à cette aire.

Alors que les luttes se sont généralisées et que beaucoup de contenus politiques de l'autonomie ont été acquis (au point que les syndicats et les partis sont contraints de faire semblant), alors que les luttes n'ont plus comme point politique de référence politique seulement l'usine et l'école, les outils

organisationnel internes, sectoriels, n'ont plus de véritable fonction politique et sont à juste titre dépassées par les luttes mêmes qu'ils ont générées.

Développer l'autonomie prolétarienne signifie aujourd'hui surmonter les luttes sectorielles et les organismes sectorielles.

Un tel dépassement ne peut se faire que par la lutte contre les tendances « conservatrices » présentes au sein du mouvement, qui confondent l'autonomie avec son premier niveau d'expression organisée : à savoir les Cubs, les Gds, le MS.

Quel est le véritable espace politique des organismes de base aujourd'hui?

L'expérience des luttes contractuelles et la paralysie du mouvement étudiant démontrent que l'espace politique au sein de la lutte revendicatrice s'est rétréci au point que si l'action des organismes sectoriels est fonctionnelle pour le développement de la lutte, elle l'est dans la même direction et vers les mêmes objectifs que les syndicats des partis.

En d'autres termes, avec ces structures organisationnelles sectorielles, nous finissons par renforcer la gestion syndicale-parlementaire des luttes prolétariennes.

La dimension sociale de la lutte requiert des organismes de base au niveau social.

En ce qui nous concerne, la principale unité de base de notre travail politique est la zone métropolitaine de Milan.

Il ne s'agit donc pas de faire un saut d'une organisation de base à une organisation supérieure, ni d'étendre quantitativement un réseau de liens en constituant une sorte de fédération de groupes de base, mais de construire des organismes politiquement homogènes pour intervenir dans la lutte sociale métropolitaine.

Le dépassement de l'ouvriérisme et de l'étudiantisme (les tendances conservatrices du mouvement) ne peut, à notre avis, se produire à travers l'union spontanée, sporadique et apolitique des ouvriers et des étudiants (ou la remise au mythique parti

marxiste-léniniste), mais à travers le création de noyaux organisationnels qui se placent au niveau des problèmes sociaux globaux.

La confluence en eux des ouvriers, des étudiants et des techniciens n'est pas un fait mécanique, de type organisationnel étroit et mécanique, mais le fruit de la conscience des nouveaux contenus et des nouveaux objectifs qui s'imposent au mouvement.

## **5. Quelques notes méthodologiques sur le travail du collectif politique métropolitain**

1) Le collectif ne se pose pas comme organisme dirigeant, mais comme noyau agent

Notre problème n'est pas de concurrencer les syndicats, partis, partis, groupes, pour « diriger les masses », mais d'exercer une action dialectique qui contribue à la croissance politique des masses, au développement de l'autonomie, à la transformation de luttes sociales spécifiques et sectorielles en lutte sociale généralisée.

Nous nous positionnons donc comme un outil théorico-pratique au sein du mouvement général du prolétariat qui - bien que sous des formes embryonnaires et encore très limitées - tend à une transformation globale de la société.

Le collectif n'est pas une association de groupes, mais est individuellement impliqué, en tant que militants.

Il ne s'agit donc pas d'« hégémoniser » ou de « capturer » des Cub, des groupes d'étude ou d'autres organismes de base, puis de les gérer au niveau général, mais de constituer un organisme politique, de militants actifs, s'engageant à effectuer un travail politiquement homogène au sein des situations sociales et dans le tissu métropolitain le plus général.

Militants actifs : nous ne sommes donc pas intéressés à organiser une adhésion passive, de spectateurs, d'individus qui délèguent à d'autres la responsabilité politique de leurs actions et de leurs pensées.

La mesure et la référence de nos actions doivent être

recherchées dans la capacité à développer les contradictions antagonistes entre le mouvement général de masse et le système capitaliste, dans la capacité de frapper le système bourgeois.

2) Attaquer au point le plus élevé.

Parmi les différents problèmes que le travail politique nous a posés ces derniers mois, un est très important et peut être formulé en ces termes : dans une situation où différents niveaux de conscience sont présents, devons-nous attaquer le point le plus haut ou le point le plus bas?

Un exemple clarifiera le problème et la réponse.

Un militant révolutionnaire qui doit travailler dans un organisme de base politiquement hétérogène, une fois la gauche et la droite de cette situation identifiées, où commencera-t-il à développer son travail politique?

- S'il part de la « droite », c'est-à-dire du point le plus bas, il exclut la possibilité de développer une action émancipatrice, entraînant, révolutionnaire et en tout cas se posant à un niveau de problèmes déjà « escomptés » dans l'expérience globale du groupe.

C'est une position opportuniste qui permet de travailler avec des « ouvriers » ou des « étudiants », mais pas avec l'autonomie prolétarienne.

- S'il attaque à partir du plus haut point, c'est-à-dire de la gauche, il est en mesure de vérifier son discours et sa force réelle, permettant à l'autonomie une dialectique clarificatrice.

C'est la deuxième réponse qui doit aviser nos choix et notre travail.

3) Les militants ne participent pas au collectif, mais constituent le collectif.

En 1968-69 se sont constitués des organismes de base (Cubs, Gds, groupes de MS, etc.), placés politiquement, ainsi qu'organisationnellement, dans des situations spécifiques (usine, école, quartier, etc.), concevant aujourd'hui le collectif comme leur propre organisme de base.

Ce qui signifie:

a) Le point de référence de sa propre action politique n'est plus l'aire spécifique, mais devient l'aire générale métropolitaine.

Le dépassement d'organismes particuliers, sectoriels, se matérialise dans une nouvelle définition du militant qui assume de lui-même et dans sa propre action toute la complexité d'une intervention politique générale.

En fait, le militantisme révolutionnaire est général et global, ou n'est pas.

b) Les militants du collectif doivent identifier, au sein d'une analyse politique globale, les points nodaux de développement et les aires stratégiques d'intervention dans la métropole.

Il est nécessaire de déterminer, par points de force, le développement du travail politique du collectif au sein des structures productives et des ganglions fondamentaux de la vie sociale métropolitaine.

Agir pour les points de forces signifie aussi concentrer dans un mode articulé les petites forces dont on dispose pour les rendre incisives dans l'action politique. Concrètement: si un camarade, voulant mener une action révolutionnaire, se trouve isolé dans son aire spécifique, il est préférable de le mettre à disposition pour construire l'organisation générale du collectif et se concentrer sur d'autres domaines de travail politique plus productifs.

#### 4) Lutte politique et révolution culturelle.

Le prolétariat occidental erre dans une Europe en quête de recomposition. Les instruments qu'il avait créés pour établir sa « dictature » lui font maintenant face, lui sont opposés, étrangers, et l'impliquent dans un processus dépourvu à la fois de raison et d'histoire.

De nouveau, la raison et l'histoire des classes dominantes se sont emparées de son cerveau. Le patron a tout pris, le présent et le passé, la tête et les couilles [sic] : une expropriation globale qui n'admet qu'une réponse globale.

C'est ainsi qu'une histoire honteuse comme celle de nos classes dominantes ne nourrit pas notre haine à

leur égard. C'est ainsi qu'un présent intolérable, par rapport à nos possibilités, ne correspond pas à une conscience adéquate de son caractère intolérable.

Nous sommes profondément marqués par une vie sociale aliénée dans laquelle la « séparation » semble être la loi dominante : séparation entre public et privé, séparation entre l'être et la conscience, séparation entre la tête et les couilles [sic].

Le moi ultra-faible, névrosé, aliéné, égoïste, individualiste, manipulé, est une donnée dont il faut tenir compte : c'est une donnée de notre révolution.

La lutte pour un « nouveau monde » est aussi la lutte pour un « nouvel homme ». La révolution politique coïncide finalement avec un processus réel et profond de révolution sociale et culturelle.

La révolution issue de l'utopie devient actuelle en premier lieu dans la communauté révolutionnaire.

Cela passe à la fois « dans » et « en-dehors » de chacun de nous ; dans et hors de chaque communauté révolutionnaire, dans et hors de chaque groupe de travail.

Il faut une réelle contemporanéité entre la transformation de l'homme et la transformation de ses institutions, entre la transformation des besoins et la transformation de l'appareil de production et de consommation.

Dans la communauté révolutionnaire, le travail collectif est le premier moment de la réunification indispensable de la vie sociale avec sa conscience. Le travail collectif est une responsabilité collective, c'est un apport personnel des problèmes globaux de tous.

Deux éléments généraux soutiennent ce travail. Ce sont : la confiance et la disponibilité réciproque.

Confiance: Il ne s'agit pas d'une question psychologique, fondée sur le fait de « bien se connaître », sur les aspects vagues de la camaraderie, mais d'une confiance politique qui a été conquise à travers une pratique commune. Nous ne devons jamais oublier que nous vivons dans une société capitaliste qui aliène constamment les

valeurs fondamentales des rapports publics et privés, dans une société capitaliste tardive qui produit un « moi » faible.

Nous ne sommes pas des bons sauvages dans une bonne société, mais « a priori » nous sommes des fils de pute dans une société malade. Un militant n'a pas le droit d'oublier cela, ni donner ni pour accorder une confiance les yeux fermés, qui peut mettre en péril le développement du travail politique organisé.

D'autre part, la méfiance illimitée - même celle prodiguée par des bases psychologiques - est paralysante et ne permet pas de développer le processus de collaboration.

Ainsi: nous construisons des structures de travail dans lesquelles nous pouvons progressivement traduire nos besoins en capacités, notre curiosité en connaissance, notre bonne volonté en participation effective.

Disponibilité réciproque : il y a une seule façon de se rendre mutuellement disponible : définir et accepter une discipline collective, offrir aux autres la garantie que vous êtes au poste où vous devriez être, que vous faites ce que vous vous êtes engagés à faire.

L'improvisation et l'indiscipline sont les caractéristiques organisationnelles du spontanéisme (et non de la spontanéité de la masse, capable d'un degré très élevé, bien que sporadique, de discipline collective).

Parlant de discipline, pour les échos désagréables que cela suscite, signifie se retrouver à faire face à l'objection : mais alors la liberté?

Une vieille réponse marxiste à une vieille question : la liberté bourgeoise est la liberté de l'individu isolé confronté à d'autres individus isolés, tous écrasés par une impitoyable machine de domination (quoique aujourd'hui maquillée et enjolivée).

Vouloir rappeler à la vie cette « liberté » illusoire dans la vie signifie abandonner la réalisation de la vraie liberté.

Cette forme de liberté (bien qu'encore imparfaite)

qu'est la discipline militante exclut toute acceptation passive des ordres, mais elle est basée sur la participation constante et consciente de tous dans le travail collectif.

Ce sont les spectateurs, les passifs (ce qui ne veut pas dire que les camarades soient moins expérimentés ou moins capables) qui permettent la formation de hiérarchies bureaucratiques.

**Janvier 1970**

**Collettivo Politico Metropolitano**  
**[Collectif Politique Métropolitain]**



# Communiqué du Président de la République, Emmanuel Macron – Décès de Jack Ralite

Publié le 12 Novembre 2017

**RUBRIQUE : NATION, INSTITUTIONS ET RÉFORME DE L'ETAT**

Le 24 juin 1981, les Français découvraient à la télévision Jack Ralite, apparaissant dans la cour du palais de l'Élysée, nouveau ministre du gouvernement de Pierre Mauroy, aux côtés de Charles Fiterman, Marcel Rigout et Anicet Le Pors. Pour la première fois, après 1936 et 1945, des ministres communistes entraient au gouvernement de la France, conséquence de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, le 10 mai précédent. Jack Ralite fut ainsi ministre de la Santé (1981-1983) puis ministre délégué à l'Emploi (1983-1984).

Né le 14 mai 1928 à Châlons-sur-Marne, Jack Ralite avait adhéré au PCF en 1947. Journaliste au quotidien communiste L'Humanité puis à L'Humanité-Dimanche, c'est à Aubervilliers qu'il avait obtenu en 1959 son premier mandat de conseiller municipal avant de devenir maire (1984-2003), démissionnant pour redevenir conseiller municipal (2003-2008). Il a été également député de Seine-Saint-Denis (1973-1981), sénateur (1995-2011) et vice-président de la communauté d'agglomération Plaine Commune, chargé de la politique de l'habitat (2000-2004).

Jack Ralite, humaniste exigeant, militant inlassable, se passionnait également pour la culture, qu'il ne dissociait pas de son engagement politique. Membre du Comité central du PCF, puis du Conseil national de 1979 à 2000, il était le spécialiste des questions culturelles du parti. Cette passion pour la culture et les arts vivants l'avaient conduit devenir, des

années 80 aux années 2000, animateur des États généraux de la culture et à siéger aux conseils d'administration du Théâtre du Peuple, du Festival Paris quartier d'été, de la Cité de la musique, du Théâtre national de la Colline et de l'Ensemble intercontemporain et du Centre des monuments nationaux. Il s'était aussi engagé en faveur de l'exception culturelle, contre les accords de libéralisation du commerce projet d'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI).

Toute sa vie, Jack Ralite s'est efforcé d'être fidèle à l'idée qu'il se faisait de son engagement communiste, emprisonné qu'il avait été, sous l'Occupation, par les Nazis pour « résistance passive », toujours fidèle aux habitants d'Aubervilliers et aimant à dire : « Ne pas traiter le pauvre dans l'homme mais l'homme dans le pauvre. » Le président Emmanuel Macron adresse ses sincères condoléances à sa famille, ses proches et ses camarades, tous témoins d'une vie d'engagement dévouée au bien public.

